

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

**CADRE BUDGETAIRE A MOYEN
TERME 2022 - 2024**

Document de travail dans le cadre du Séminaire
d'Orientation Budgétaire 2022

Kinshasa, Juin 2021

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	ii
RESUME ANALYTIQUE	1
INTRODUCTION	2
I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME	4
1.1 Perspectives internationales.....	4
1.2 Perspectives nationales.....	5
II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2022-2024	7
2.1 Politique budgétaire.....	7
2.1.1 En matière des dépenses.....	7
2.1.2 En matière des recettes.....	8
2.2 Principales actions sectorielles.....	10
2.2.1. Secteurs productifs et des infrastructures.....	10
2.2.2. Secteurs sociaux.....	18
2.2.3. Secteur de souveraineté.....	24
III. REVUE BUDGETAIRE RECENTE	28
3.1. Revue du Cadre Budgétaire à Moyen terme 2021-2023.....	28
3.1.1. Rappel du Cadre budgétaire à moyen terme 2021-2023.....	28
3.1.2. Analyse des écarts CBMT 2022-2024/2021-2023.....	29
3.2. Revue des budgets des exercices 2018-2020.....	31
3.2.1. Exécution des dépenses.....	31
3.2.2 Réalisation des recettes.....	32
IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2022-2024	34
4.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES.....	34
4.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir central.....	34
4.1.2 Evolution des dépenses des Provinces.....	37
4.1.3 Evolution des dépenses des ETD.....	38
4.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES.....	39
3.3.1 Evolution des recettes du Pouvoir central.....	40
3.3.2 Evolution des recettes des Provinces.....	41
3.3.3 Evolution des recettes des ETD.....	42
4.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2022-2024.....	43
V. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT	44
CONCLUSION	46
ANNEXE I : DECLARATION DES RISQUES BUDGETAIRES (DRB 2022-2024)	48
ANNEXE II : CADRE DES DEPENSES CENTRAL A MOYEN TERME (CDMT 2022-2024)	481

LISTE DES ACRONYMES

ADF	: Allied Democratic Forces
ANSER	: Agence National pour le Service de l'Electrification rurale
ARE	: Autorité de Régulation de l'Electricité
BAD	: Banque Africaine de Développement
CDR	: Centres de Distribution Régionale
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
INAFOJ	: Institut National de Formation Judicaire
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
METTELSAT	: Agence Nationale de Météorologie et de Télédétection par Satellite
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNDS	: Plan National de Développement Sanitaire
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
SCPT	: Société Congolaise des Ports et des Transports
SNHR	: Société Nationale d'Hydraulique Rurale
TIC	: Technologie de l'Information et de la Communication
PPP	: Partenariat Public Privé

RESUME ANALYTIQUE

Le présent document contient le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) qui définit la trajectoire des finances publiques envisagées pour la période de 2022 à 2024. Il présente l'évolution prévisionnelle triennale des dépenses et des recettes du Pouvoir central, des Provinces et des ETD, du solde qui s'en dégage ainsi que l'évolution de l'endettement, conformément à l'article 13 de la Loi relative aux finances publiques (LOFIP).

L'évolution de dépenses et de recettes reflète la vision du Gouvernement à travers son Programme d'actions, tout en veillant sur la crédibilité budgétaire.

La programmation budgétaire 2022-2024 se résume comme suit :

Agrégats	2021	2022	2023	2024
DEPENSES				
Pouvoir central	14 620 524 180 873	17 321 457 534 446	18 341 920 898 190	19 373 222 135 276
Provinces	5 167 551 649 695	6 300 961 295 558	6 816 380 766 382	7 602 572 013 018
ETD	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432
RECETTES				
Pouvoir central	14 620 524 180 874	14 498 503 454 893	15 514 766 841 672	17 307 864 060 390
Provinces	5 167 551 649 695	6 300 961 295 558	6 816 380 766 382	7 602 572 013 018
ETD	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432
Solde Pouvoir central (Budget général)	0	-2 822 954 079 553	-2 827 154 056 518	-2 065 358 074 886
Endettement		2 822 954 079 553	2 827 154 056 518	2 065 358 074 886
Financement	0	2 133 086 458 058	1 964 202 965 337	841 347 525 224
Bons du Trésor		261 937 350 454	186 421 339 327	274 607 609 914
Emprunts projets		828 231 774 271	687 896 150 455	566 739 915 309
Emprunts programmes		1 042 917 333 333	1 089 885 475 556	
Financement à rechercher (Ecart-fuite)		-689 867 621 495	-862 951 091 181	-1 224 010 549 662
Solde Provinces	0	0	0	0
Solde ETD	0	0	0	0

INTRODUCTION

Le présent document décline la programmation budgétaire de la période 2022-2024. Celle-ci s'élabore dans un contexte marqué par l'investiture du Gouvernement de l'Union sacrée de la Nation par l'Assemblée nationale le 26 avril 2021, les perspectives de la conclusion d'un programme formel avec le FMI et par la résurgence de la pandémie de COVID-19 dans sa 3^{ème} vague, qu'elle tente de refléter.

Le programme du Gouvernement vise de faire de la RDC un Etat fort, prospère et solidaire. L'orientation de la politique budgétaire y afférente s'articule autour de 15 piliers et priorise les investissements dans les secteurs sociaux et productifs, le rétablissement de la Paix à l'Est du pays et l'organisation des élections générales et locales en 2023.

En recettes, l'orientation de la politique budgétaire vise le relèvement des ressources propres par, notamment, la lutte contre la fraude fiscale et douanière ainsi que la mise en œuvre des réformes fiscales.

La programmation budgétaire 2022-2024 repose également sur le cadre macro-économique projeté sur la base de la production à fin décembre 2020, qui postule une embellie de la croissance économique après les niveaux observés en 2020 et projeté en 2021. Cette croissance situe l'activité économique à **5,6%** en 2022, **6,6%** en 2023 et à **6,8%** en 2024.

La projection des ressources et des dépenses des Provinces est faite sur la base d'un échantillon largement représentatif des Edits budgétaires de l'exercice 2020 des Provinces.

Dans le cadre de la transparence et de la participation citoyenne, ce document a pour vocation d'être enrichi dans le cadre des consultations pré-budgétaires au cours du Séminaire d'orientation budgétaire de l'exercice 2022, prévu du **22** au **24** juin 2021, par l'ensemble des parties prenantes au processus budgétaire, à savoir les Experts du Gouvernement, les Honorables députés et sénateurs membres des commissions ECOFIN, les partenaires au développement, le patronat congolais ainsi que la société civile.

Sa version finale qui devra accompagner le projet de loi de finances 2022 au Parlement devra intégrer les avis pertinents qui seront issus de ces discussions, notamment le choix et la pertinence des politiques publiques, le financement des gaps dégagés et l'identification des risques budgétaires.

Outre l'introduction et la conclusion, le présent document s'articule autour de quatre chapitres et de deux annexes. Le premier présente les perspectives économiques internationales et nationales à moyen terme, le deuxième décline la politique budgétaire et les principales stratégies sectorielles retenues. Le troisième fait une revue de la programmation budgétaire précédente et le quatrième présente la programmation budgétaire de la période 2022-2024.

Les annexes sont constituées des allocations sectorielles sur la période 2022-2024 devant permettre aux différents secteurs d'élaborer leurs cadres des dépenses à moyen terme (CDSMT) sur la période considérée, ainsi que de la déclaration des risques budgétaires (DRB) liés aux projections effectuées, qui quantifie les éventuels chocs notamment des variables macro-économiques sur les prévisions des recettes et des dépenses.

I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME

Ce point donne un aperçu des perspectives économiques internationales et nationales sous-tendant la programmation budgétaire 2022-2024.

1.1 Perspectives internationales

Suivant les projections du Fonds monétaire international (FMI) du mois d'avril 2021, les perspectives de l'économie mondiale à moyen terme restent très incertaines du fait principalement des nouvelles mutations de la COVID-19 et ses conséquences notamment au Brésil et en Inde, suscitant ainsi des inquiétudes malgré les campagnes de vaccination lancées par différents Pays du monde pour mettre fin à la pandémie.

Néanmoins, il est attendu une reprise de l'économie mondiale en 2021 et en 2022, après la contraction estimée à **4,4%** en 2020, puis un ralentissement entre 2023 et 2024.

En effet, la croissance mondiale devrait s'établir à **4,9%** en 2021 et à **3,4%** en 2022. Entre 2023 et 2024, elle devrait être plus modérée pour s'établir à **3,3%**. Ce repli se justifierait notamment par la dégradation persistante du potentiel de l'offre, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents, et le ralentissement de la croissance de la population active due au vieillissement de la population (essentiellement dans les Pays avancés et dans quelques Pays émergents).

Entre 2021 et 2022, la croissance mondiale devrait varier d'un pays et d'une région à l'autre. Pour les pays avancés, le FMI table sur une croissance de l'activité économique, de **4,8%** en 2021 contre **3,3%** en 2022. Aux Etats-Unis, elle devrait passer de **5,8%** en 2021 à **2,9%** en 2022. Dans les pays de la zone Euro, elle devrait se situer à **4,3%** en 2021 et à **3,7%** en 2022. Au Japon, elle atteindrait **3,6%** en 2021 et baisserait à **2,9%** en 2022.

S'agissant des Pays émergents et en développement, il est attendu une croissance de l'activité économique de **5,3%** en 2021 après une récession de **3,5%** en 2020. Elle devrait se situer à **3,8%** en 2022.

Quant à l'Afrique Subsaharienne, après une décélération de la croissance à **-4,5%** en 2020, le FMI postule pour une reprise à partir de 2021, la situant à **0,8%**, pour atteindre **1,3%** en 2022.

1.2 Perspectives nationales

Après le ralentissement enregistré en 2020 et en 2021 de suite de la COVID-19, les perspectives de l'économie congolaise sur la période 2022-2024 devraient se relever dans un contexte de reprise de l'économie mondiale, de l'amélioration des cours des matières premières et de bonne tenue des produits miniers ainsi qu'une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire qui devra permettre la maîtrise de l'inflation et l'accroissement des investissements publics.

Suivant les projections du CPCM sur la base de la production à fin décembre 2020, il est attendu au cours des trois prochaines années un relèvement de la croissance économique. Elle se situerait à **5,6%** en 2022, à **6,6%** en 2023 et à **6,8%** en 2024, soit une moyenne annuelle de **6,3%** contre **3,7%** observé les trois dernières années.

Cette croissance à observer sur la période prévisionnelle serait tirée par l'industrie Extractive dont, selon le CPCM, la contribution sectorielle devrait se situer à **2,5%**, à **2,4%** et à **1,8%** respectivement en 2022, 2023 et 2024. Elle serait également tirée par la branche « Transports et Télécommunications » dont la contribution serait de **1,2%** en 2022, de **1,4%** en 2023 et de **1,7%** en 2024.

S'agissant de la formation des prix intérieurs, il est postulé sur la période 2022-2024 une maîtrise de l'inflation, grâce aux mesures des politiques économiques préconisées sur le moyen terme par le Gouvernement de la République et la Banque Centrale du Congo, notamment le maintien du pacte de stabilité conclu entre ces derniers.

Le taux d'inflation moyen se situerait à **6,5%** en moyenne sur la période prévisionnelle, contre **9,0%** au cours des trois dernières années, soit un ralentissement de **2,5** points de pourcentage. L'inflation envisagée à fin des périodes 2022-2024 se situerait à **6,7%** en moyenne, contre **8,8%** les trois dernières années.

En ce qui concerne le comportement de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, le Gouvernement intensifiera son objectif de consolidation de sa stabilité qui permettrait d'amenuiser le rythme de dépréciation de la monnaie nationale. Entre 2022 et 2024, le taux de change moyen serait de **2.183,6 FC** pour **1** dollar américain soit une dépréciation moyenne de **4,7%**, contre **7,9%** au cours de la période 2019-2021.

Les réserves de change, quant à elles, devront évoluer de façon croissante sur la période prévisionnelle pour atteindre un peu plus d'un mois d'importation en 2024. Elles se situeraient à **4,04 semaines** d'importation entre 2022-2024, venant de **2,92 semaines** entre 2019 et 2021.

Le tableau 1 ci-dessous donne des détails sur ces indicateurs macroéconomiques.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques 2022-2024

PRINCIPAUX INDICATEURS	HISTORIQUE		PROJECTIONS			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de croissance	4,4%	1,7%	4,9%	5,6%	6,6%	6,8%
Déflateur PIB	6,7	7,0	6,9	7,4	7,9	8,5
Taux d'inflation moyen	5,9%	10,2%	10,9%	6,2%	6,5%	6,8%
Taux d'inflation fin période	4,59%	15,76%	6,0%	6,3%	6,7%	7,0%
Taux change moyen (CDF/USD)	1647,8	1851,5	2006,7	2085,8	2179,8	2285,2
Taux change fin période (CDF/USD)	1672,9	1971,8	2041,6	2130,1	2229,5	2340,9
Variation du taux de change (en %)	2,3%	17,9%	3,5%	4,3%	4,7%	5,0%
Taux de croissance mine	1,0%	9,7%	11,1%	7,9%	7,5%	5,4%
Taux de croissance PIB non minier	6,0%	-0,5%	2,2%	4,5%	6,2%	7,5%
PIB réel (en milliards de CDF)	12 660,60	12 880,31	13 507,12	14 261,98	15 202,99	16 241,41
PIB nominal (en milliards de CDF)	84 782,0	90 181,05	106 311,04	119 540,82	134 923,84	155 214,23
PIB nominal (en millions de USD)	51 249,9	48 706,00	52 977,98	57 310,79	61 898,17	67 921,23
Reserve de change (Mois)	0,84	0,65	0,69	0,80	1,02	1,22

Source : CPCM, Ministère du Plan, mai 2021.

II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2022-2024

Ce chapitre présente la politique budgétaire envisagée pour la période 2022-2024 et les principales actions des politiques sectorielles qui en découlent à mettre en œuvre sur la même période. Les actions retenues rentrent dans le Programme d'actions du Gouvernement adossé au PNSD.

Pour rappel, ce programme vise de rendre la RDC un Etat fort, prospère et solidaire. Il est assis sur 15 piliers, 62 axes et 342 actions regroupés en quatre secteurs, à savoir : (i) Politique, Défense et Sécurité, (ii) Economique et Finances, (iii) Reconstruction et (iv) Social et Culturel.

Il convient de relever qu'au regard de la contrainte budgétaire relevée par la programmation budgétaire 2022-2024, les actions retenues ne couvrent pas l'exhaustivité de celles annoncées dans le programme du Gouvernement. Les priorités ont été définies dans le cadre des travaux d'évaluation des politiques publiques tenus du 12 au 30 avril 2021 à la DGPPB.

2.1 Politique budgétaire

2.1.1 En matière des dépenses

La politique budgétaire en matière des dépenses vise la pacification complète et définitive du Pays, le renforcement de l'autorité de l'Etat, la lutte contre la corruption, la lutte contre la pauvreté par l'amélioration des conditions sociales de la population, la protection de l'environnement, la poursuite des réformes des finances publiques, la relance des entreprises publiques transformées en sociétés commerciales, ainsi que l'organisation des élections en 2023.

Ainsi, le Gouvernement se penchera prioritairement sur les dépenses sécuritaires, les dépenses sociales principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation et sur les dépenses d'investissement dans les secteurs porteurs de croissance, notamment l'Agriculture, le Développement rural, l'Industrie, les Infrastructures et le Tourisme.

Les dépenses sociales devront viser principalement la construction des logements sociaux, la mise en œuvre de la couverture santé universelle et la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base.

Les dépenses dans les secteurs porteurs de croissance devront permettre l'accélération du processus de l'émergence du Pays par notamment l'amélioration de la couverture en eau et en électricité et l'interconnexion du Pays.

Les dépenses liées à la relance des entreprises publiques devront permettre de soulager leurs trésoreries par l'octroi de la subvention d'équilibre et la liquidation de leurs créances sur l'Etat.

Les dépenses liées à la réforme des finances publiques devront accélérer la migration du budget des moyens vers le budget programme d'ici 2024, par la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route y relative.

Par ailleurs, la gestion des finances publiques au cours de la période 2022-2024 s'inscrirait dans la poursuite de la mise en œuvre du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo, en vue d'éviter le déficit budgétaire et le financement monétaire. Une attention sera mise sur la qualité de la dépense, notamment celle liée à la rémunération par la maîtrise des effectifs et de la masse salariale.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement entend assainir la gestion des finances publiques par notamment l'engagement des dépenses dans les limites autorisées sans sacrifier leur qualité, le respect des procédures budgétaires (manuel des procédures de la dépense publique, chaîne de la dépense, procédures des marchés publics, instructions relatives à l'exécution de la dépense publique), ainsi que par le renforcement du rôle du Contrôleur budgétaire et du Comptable public.

2.1.2 En matière des recettes

Le financement des politiques publiques retenues au cours de la période 2022-2024 devra passer par la mobilisation accrue des recettes fiscales et non fiscales, le recours aux dons, aux emprunts et aux appuis budgétaires.

La politique fiscale devra concerner la poursuite de la lutte contre le coulage des recettes, l'évasion et la fraude fiscales ainsi que la promotion de la culture fiscale. Elle consistera également à mener des réformes fiscales et douanières. De façon spécifique, il s'agira principalement :

- de la poursuite de la mise en place de la chaîne de la recette par le système ISYS/REGIES ;
- de la clarification des bases de calcul du super profit sur les produits miniers afin d'augmenter des recettes minières ;
- du renforcement de la synergie entre les administrations financières, par le recours à la numérisation, en vue de mieux maîtriser la base fiscale, mieux combattre la fraude et maximiser les recettes ;
- de l'opérationnalisation effective de l'identifiant fiscal unique pour les personnes physiques et morales ;
- de la rationalisation du régime des exonérations fiscales et douanières et la prohibition de celles dérogatoires ;
- de l'élargissement de l'assiette fiscale par l'identification et la catégorisation des activités informelles ;
- de la concrétisation de la mise en place des caisses enregistreuses en vue de rendre plus efficace la collecte de la TVA ;
- de l'élargissement des assujettis à la TVA en vue de sa généralisation ;
- de l'actualisation des taux à percevoir sur les recettes non fiscales par la signature des arrêtés interministériels et l'activation des actes générateurs en vigueur dans les lois de finances.

En matière d'emprunt, le Gouvernement poursuivra, sur la période prévisionnelle, une politique d'endettement prudente, en vue de garantir la soutenabilité de la dette. A cet effet, il entend recourir à l'émission de titres des dettes à court terme sur le marché monétaire local, dans le cadre des bons du trésor. Il entend également recourir à l'emprunt sur le marché financier international auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux et ce, à des conditions favorables.

Par ailleurs, en vue d'obtenir des appuis budgétaires nécessaires pour le financement des éventuels déficits budgétaires, le Gouvernement envisage conclure un programme triennal formel avec le FMI.

2.2 Principales actions sectorielles

Les actions sectorielles présentées dans le cadre de ce document sont celles édictées par le Gouvernement dans son Programme d'actions et celles alignées dans le Budget de l'exercice 2021 mais n'ayant pas connu un début d'exécution.

2.2.1.Secteurs productifs et des infrastructures

2.2.1.1. Agriculture, Pêche et Elevage

La vision du Gouvernement dans le secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage est de redynamiser l'agriculture vivrière, industrielle et pérenne ainsi que la pêche et l'élevage.

Les objectifs poursuivis consistent à : (i) Restaurer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et la précarité, (ii) Accroître la production végétale, animale et halieutique et (iii) Renforcer la contribution de l'agriculture à la croissance économique et la création d'emplois.

L'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- le développement de l'agroforesterie, des cultures pérennes et des variétés améliorées, de l'agriculture vivrière mécanisée ainsi que des filières végétales, animales et halieutiques ;
- la relance et la création des parcs agro industriels ;
- la construction et l'amélioration des infrastructures de commercialisation et la transformation des produits vivriers ;
- le soutien à la production agricole par notamment l'acquisition et la distribution des intrants agricoles, l'installation des dépôts de stockage et de séchage et la création des centres de négoce des produits agricoles ;
- la mise en place des infrastructures physiques communautaires pour la transformation et la commercialisation des produits halieutiques ;
- l'appui à l'amélioration de la production des poissons par les organismes paysans ;

- l'amélioration de la santé animale et la lutte contre les maladies animales (endémies, épizooties et zoonoses).

2.2.1.2. Développement rural

Pour la période de 2022 à 2024, la stratégie du développement rural vise à redynamiser le rôle productif du monde rural axé sur l'accompagnement et le renforcement de petits exploitants.

Ainsi, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la construction des marchés ruraux sur l'étendue du territoire ;
- l'acquisition des tracteurs et autres engins agricoles pour les provinces ;
- la conception d'un modèle d'habitat-type et la modernisation de l'habitat en milieu rural ;
- l'aménagement des infrastructures d'hydraulique rurale ;
- la construction et la réhabilitation des routes et des pistes rurales ;
- la promotion d'investissements et l'amélioration des conditions d'accès au crédit et financement des activités de production en milieu rural ;
- l'appui à l'entrepreneuriat rural et d'incubateur d'entreprises ;
- l'électrification rurale des territoires par le système solaire photovoltaïque ;
- l'accompagnement et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural.

2.2.1.3. Industrie, PME et Classe moyenne

La vision du Gouvernement dans ces secteurs consiste à promouvoir l'éclosion d'une économie diversifiée et compétitive, en dotant le Pays d'un tissu industriel et commercial dynamique et compétitif, ainsi que de promouvoir la classe moyenne.

Ainsi, les principales actions à mener au cours de la période 2022-2024 devront viser :

- la diversification de l'économie et le développement du commerce, de l'industrie, des PME et des PMI, notamment par la promotion de la culture entrepreneuriale ;

- la relance des filières prometteuses stratégiques pour l'autonomie alimentaire et la relance de l'industrie locale ;
- l'aménagement des espaces industriels et l'implantation des Zones Economiques Spéciales (ZES) ;
- le développement des infrastructures de soutien à l'industrialisation du pays ;
- la valorisation de la production locale ;
- la mise en place d'une industrie locale de production d'engrais organiques ;
- la finalisation et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continental (ZLECAF).

2.2.1.4. Infrastructures et Travaux Publics

Au cours de la période 2022-2024, le Gouvernement entend articuler la politique d'intervention dans le domaine des routes d'intérêt général autour de trois priorités, à savoir (i) la réhabilitation des anciennes routes bitumées et la construction de nouvelles routes, (ii) le rétablissement du trafic par la réouverture du réseau en terre resté longtemps impraticable et (iii) la protection et l'entretien des routes par l'instauration du cantonnage manuel.

Les principales actions à mener dans ce sens sont les suivantes :

- la réhabilitation des routes de déserte agricole ;
- l'équipement et le renforcement des capacités des cantonniers ;
- le bitumage des 5 artères de la voirie de Kinshasa, longs de 12,6 kilomètres (Biangala, Bianda, Croix rouge, chaussée de Kimwenza et route de Kinsenso) ;
- la finalisation des études de réhabilitation de la route Kolwezi-Dilolo ;
- la poursuite de la construction de la route Kulumba jusqu'à sa jonction avec la route des poids lourds ;
- la poursuite de la réhabilitation de la route CECOMAF jusqu'à sa jonction avec la route nationale N°1 ;
- la réhabilitation de la route Kinshasa-Kikwit sur la route nationale N°1 ;
- la poursuivre la réhabilitation de la route partant de Kinsuka-Pompage jusqu'à la route nationale N°1 en passant par Malueka.

2.2.1.5. Transports

Dans le secteur des transports, le Gouvernement entend réhabiliter et moderniser les infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, fluviales et lacustres. Les principales actions à mener qui s'inscrivent dans cet objectif sont les suivantes :

1) Dans le sous-secteur routier

- la production des permis de conduire biométriques ;
- la poursuite de l'acquisition des bus (Transco et Esprit de vie) pour desservir la Province de Kinshasa et les autres Provinces ;
- la réhabilitation du parking Transco.

2) Secteur ferroviaire

- la relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa ;
- la construction des équipements de sécurité de trains, signalisation et applications télématiques pour le transport de marchandises ;
- la réhabilitation et la modernisation des gares ;
- la réhabilitation des réseaux ferroviaires de la SNCC et de la SCTP.

3) Secteur aérien

- la réhabilitation et la construction d'aéroports et d'aérodromes.
- l'acquisition des aéronefs pour Congo Airways;
- l'installation des stations météorologiques pour METTELSAT.

4) Secteur fluvial, lacustre et maritime

- la construction du port en eaux profondes de Banana ;
- la poursuite du dragage et du balisage des biefs navigables ;
- la réhabilitation et la modernisation du port de Matadi ;
- la réhabilitation du port de Bumba.

2.2.1.6. Energie

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'Energie vise l'accessibilité de toutes les couches sociales et des communautés nationales de base à une énergie électrique fiable et à l'eau potable. Cela passera notamment par la transformation réelle du potentiel énergétique du pays en électricité.

Pour la période 2022-2024, les principales actions envisagées sont les suivantes :

- l'opérationnalisation de l'ANSER et l'ARE ;
- la finalisation et l'opérationnalisation de la maintenance d'INGA I et II ;
- la construction des centrales de taille moyenne et la promotion des énergies renouvelables sur toute l'étendue du territoire national ;
- la finalisation de la construction des centrales de KAKOBOLA, KATENDE et ZONGO II;
- le développement des marchés d'électricité pour la consommation domestique et l'exportation ;
- l'électrification des poches noires par la mise en place des cabines ;
- la construction d'une centrale solaire photovoltaïque à MENKAO et à Mbandaka.

Dans le sous-secteur d'eau, les principales actions suivantes sont envisagées :

- la construction, la réhabilitation et la modernisation des réseaux de distribution d'eau ;
- la poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages ;
- la construction du réservoir de l'usine du projet « Lemba-Imbu »
- la réhabilitation et la création de nouveaux centres de production de l'eau potable dans tous les chefs-lieux de provinces et autres villes secondaires ;
- le renforcement du SNHR.

2.2.1.7. Mines

Le secteur des mines demeure stratégique pour la croissance économique en RDC, en dépit de la stratégie de diversification de l'économie congolaise. Le Gouvernement vise comme objectif la relance de la production minière pour soutenir durablement la croissance économique, accroître les recettes à court terme et améliorer les conditions sociales et environnementales dans les zones d'exploitation.

Pour la période 2022-2024, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la promotion de l'industrie métallurgique et sidérurgique ;
- la promotion des coopératives minières ;
- la création des comptoirs de vente des minerais aux postes frontaliers en vue de lutter contre la commercialisation illicite des minerais congolais;
- le renforcement des mécanismes de traçabilité et des systèmes de certification des substances minérales ;
- la rationalisation de l'industrie minière, partant de l'exploitation à la transformation, conformément au nouveau code minier afin de servir de support à l'industrialisation des autres secteurs de l'économie nationale ;
- l'informatisation des services des Mines et leur interconnexion avec les Administrations financières ;
- la relance du centre de retraitement des minerais ;
- la création et l'appui aux centres de négoce et marchés agréés en vue de garantir la traçabilité des minerais ;
- l'opérationnalisation d'un fond minier pour les générations futures (FOMIN).

2.2.1.8. Télécommunications

L'objectif du Gouvernement dans le secteur de télécommunications est de promouvoir et développer les nouvelles technologies de l'information et de communication ainsi que renforcer la régulation et le contrôle des opérateurs de télécommunication.

Pour la période 2022-2024, l'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- l'interconnexion de toutes les provinces en fibre optique et le renforcement des moyens des opérateurs traditionnels (RENATELSAT et SCPT) dans la fourniture des services satellitaires ;
- la promotion de l'utilisation et la vulgarisation des NTIC au service du désenclavement et de la promotion des activités productives en milieu rural (Services monétaires, transferts d'argent, services des produits météorologiques) ;
- la finalisation de la construction du réseau de base (Backbone) à fibre optique (FO) en vue d'augmenter le taux de pénétration de NTIC et de diminuer le coût de la communication ;
- la modernisation et l'équipement de la poste ;
- la redynamisation des agences sur toute l'étendue du territoire national et l'instauration de la culture des boîtes postales ;
- la finalisation des réformes en cours sur la réglementation des télécoms en RDC ;
- la poursuite de la mise en œuvre du projet CAB 5 (Programme Régional des réseaux de télécommunication haut débit en Afrique centrale).

2.2.1.9. Numérique

La vision du Gouvernement dans le secteur du numérique consiste à faire de ce dernier un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social. Cela passera notamment par la mise œuvre du Plan National du Numérique.

A cet effet, la stratégie du secteur est axée sur sur 4 piliers stratégiques, à savoir : (i) Infrastructures, (ii) Contenus, (iii) Usages applicatifs et (iv) Gouvernance - Régulation. Il porte la stratégie de développement numérique à l'horizon 2025, avec un accent mis particulièrement sur :

- la conception d'un plan d'aménagement global des infrastructures de support au numérique et l'élaboration de la stratégie nationale large bande ;
- la construction d'un réseau national de recherche (NREN) interconnectant les universités, les grandes écoles, les institutions de recherche et les services nationaux de documentation et d'archivage ;

- la numérisation et la diffusion du patrimoine informationnel, touristique, culturel, géographique de la RDC ;
- le renforcement de la digitalisation pour la gestion de l'information sanitaire à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, conformément au plan national de développement de l'informatique de la santé et au plan de développement du système national d'information sanitaire ;
- la numérisation du cadastre foncier ;
- la numérisation des outils de contrôle du secteur du tourisme ;
- l'alimentation du patrimoine informationnel, des archives numériques et de la mémoire administrative de la RDC en données déclassifiées ;
- la mise en place d'un système national d'informations géographiques.

2.2.1.10. Environnement et Développement durable

Dans le domaine de l'environnement, le Gouvernement entend lutter contre le changement climatique et créer les conditions d'un développement durable. Il entend également mettre en place des politiques innovantes destinées à préserver, en faveur des générations futures, les forêts, les cours d'eau, la faune et la flore.

Les principales actions à mener au cours de la période 2022-2024 devant permettre l'atteinte de ces objectifs sont :

- l'identification et la dépollution des eaux et des sols contaminés ;
- le renforcement du mécanisme de surveillance des risques sanitaires potentiels liés aux épidémies dues aux maladies sensibles, à la contamination de l'air et des eaux douces ;
- la réduction des risques des catastrophes et des impacts des risques associés au climat ;
- la promotion du développement durable à travers l'utilisation de l'outil de suivi communautaire des ODD et la sensibilisation des populations au respect de l'environnement ;
- le renforcement de la lutte antiérosive sur l'ensemble du territoire national, notamment en privilégiant des solutions locales et durables ;

- la protection de la forêt et la poursuite du programme de reboisement en vue de bénéficier du crédit carbone ;
- la protection des espèces animales, halieutiques et végétales en voie de disparition et celles migrant vers les pays voisins.

2.2.1.11. Tourisme

La vision du Gouvernement dans le secteur du Tourisme consiste à rendre ce secteur un des leviers de la diversification de l'économie, en créant des conditions propices à son essor. Pour la période 2022-2024, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la création des zones de développement et d'expansion touristiques ;
- l'amélioration du cadre légal et institutionnel du secteur du tourisme ;
- la sécurisation, la réhabilitation et la création des sites touristiques ;
- la promotion des écoles de tourisme et d'hôtelleries et des agences de tourisme ;
- le renforcement des infrastructures d'accueil selon les standards internationaux ;
- le développement de l'agroforesterie dans les sites touristiques et autour des parcs.

2.2.2. Secteurs sociaux

2.2.2.1. Santé

Dans le secteur de la Santé, le Gouvernement ambitionne mettre en œuvre la couverture santé universelle (CSU) en faveur de toute la population. Il entend également améliorer la lutte contre les grandes endémies et épidémies (Ebola, Covid-19). Les actions à mener au cours de la période 2022-2024 devront s'inscrire dans cet objectif. Il s'agit principalement de (du) :

- la réhabilitation et la construction des infrastructures sanitaires ainsi que la dotation en équipements médicaux selon une approche standardisée ;
- l'instauration des régimes d'assurance maladie obligatoire des agents publics de l'Etat, des travailleurs du secteur privé, des élèves et étudiants ;
- l'instauration progressive d'une assurance maladie obligatoire pour le secteur informel avec une mise en commun des ressources en vue de l'équité ;
- la subvention des soins de santé en faveur des indigents et des groupes vulnérables ;

- l'intensification de la promotion de l'hygiène, de la prévention et du contrôle des infections au niveau des formations sanitaires et dans la communauté ;
- le renforcement du système d'alerte et de détection précoces ainsi que celui d'une réponse rapide et adaptée aux urgences sanitaires par un système de santé plus résilient ;
- l'acquisition et le pré-positionnement des kits et intrants nécessaires pour la prévention, la détection précoce et la riposte prompte aux épidémies ;
- la mise en place d'un réseau des laboratoires pour la confirmation rapide des épidémies sur l'ensemble du territoire national.

2.2.2.2. Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST)

Dans le secteur de l'éducation (EPST), le Gouvernement entend poursuivre la politique de la gratuité de l'enseignement de base, par notamment (i) la réhabilitation, la construction et la modernisation des écoles primaires et secondaires, (ii) la poursuite de la prise en charge des enseignants et des frais de fonctionnement, ainsi que par (iii) la promotion d'un système éducatif inclusif et de qualité.

Pour ce faire, pendant la période 2022-2024, les principales actions à mener sont :

- la réforme du système de l'enseignement primaire et secondaire (mise en niveau du programme, amélioration de la qualité de l'enseignement) par l'organisation des états généraux de l'éducation ;
- la mise en place des systèmes de suivi et d'assurance qualité notamment par la promotion d'un environnement éducatif propice à l'apprentissage ainsi que par la construction des latrines et des points d'eau ;
- la distribution des kits scolaires ;
- le recrutement et la mécanisation des enseignants qualifiés;
- la prise en charge de l'éducation des enfants dans les zones en conflits, des personnes vulnérables et des déplacés internes ;
- la modernisation et la création des écoles techniques;
- l'amélioration des conditions sociales et salariales du personnel enseignant.

2.2.2.3. Enseignement Supérieur et Universitaire

Dans le secteur de l'éducation (ESU), le Gouvernement entend poursuivre la construction, la réhabilitation et la modernisation des établissements d'enseignement supérieur et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.

Pendant la période 2022-2024, les principales actions à mener dans le cadre de cet objectif se résument comme suit :

- la construction et la réhabilitation des infrastructures universitaires (auditoires, homes, laboratoires, bibliothèques, bureaux administratifs) ;
- la poursuite de l'amélioration progressive des conditions sociales et salariales du personnel académique, administratif, scientifique, technique et ouvrier ;
- l'institution du corps des inspecteurs de l'ESU pour un contrôle permanent de la qualité des enseignements dans les établissements de l'ESU ;
- la modernisation et l'informatisation du système de gestion des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire.

2.2.2.4 Recherche Scientifique

La vision du Gouvernement dans le domaine de la recherche est de faire de la science, la technologie et l'innovation un outil de développement durable pour l'émergence du Pays. Pour la période 2022-2024, cette vision passera notamment par la mise en œuvre de principales actions ci-après :

- la promotion des filières de recherche en technologie, ingénierie et sciences de l'ingénierie ;
- la création, la réhabilitation et l'appui des instituts des recherches agronomiques ;
- l'orientation de la recherche vers l'appui aux efforts de reconstruction et de développement du pays ;
- la publication et la diffusion des résultats de recherche qui concourent au développement du pays ;
- l'amélioration progressive des conditions sociales et salariales du personnel administratif, scientifique, technique et ouvrier du secteur.

2.2.2.4. Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans le contexte d'une pauvreté généralisée, le secteur de FPMA devra jouer un rôle important dans le processus d'éradication de celle-ci.

Ainsi, entre 2022 et 2024, le Gouvernement compte promouvoir la formation professionnelle et faire de cette dernière un des piliers de la reconstruction du pays, de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

A cet effet, pour les trois prochaines années, il est envisagé les principales actions ci-après :

- l'initiation d'une série de programmes de formation technique et professionnelle en faveur des jeunes non diplômés et l'implication de ces derniers dans les différents travaux de reconstruction du pays ;
- la création des centres de formation et des écoles professionnelles en vue de d'assurer la formation et la conversion de la jeunesse sans qualification en une main d'œuvre utile ;
- la promotion de l'enseignement technique et professionnel par un dialogue renforcé et des actions concertées avec les acteurs du secteur privé ainsi que de la société civile ;
- la mise en place d'un programme visant la mise à niveau, la diversification et le développement de l'offre de formation professionnelle, y compris l'entrepreneuriat sur toute l'étendue du territoire national.

2.2.2.5. Affaires sociales

Dans le secteur des Affaires sociales, l'action du Gouvernement vise à lutter contre la marginalisation sociale et mettre en place une politique d'accompagnement et d'assistance sociale des personnes démunies, vulnérables et vivant avec handicap. A cet effet, pour la période 2022-2024, il entend mener les principales actions suivantes afférentes à cet objectif. Il s'agit de :

- la résorption du phénomène « enfants de rue » ou « shegués » et la création des centres d'actions sociales en leur faveur ;

- le renforcement des infrastructures sociales de prise en charge des personnes vulnérables;
- la mise en place des mécanismes fonctionnels de protection sociale en faveur des ménages et personnes en situation d'extrême pauvreté ;
- la mise en place des centres de rattrapage scolaire, d'apprentissage professionnel et d'alphabétisation ;
- la mise en place des mécanismes fonctionnels de protection sociale des personnes pauvres et vulnérables.

2.2.2.6. Genre et Jeunesse

Dans ces secteurs, le Gouvernement vise l'autonomisation de la femme ainsi que la promotion des droits de l'enfant et de la jeunesse. A cet effet, pour la période 2022-2024, il prévoit mettre en œuvre les principales actions suivantes :

- la facilitation de l'octroi des microcrédits (Mutuelles d'épargne et institutions de microfinance) aux femmes et aux jeunes pour le financement de leurs initiatives entrepreneuriales ;
- la facilitation de l'accès au foncier agricole pour les femmes et les jeunes producteurs ruraux ;
- la création des incubateurs en faveur des femmes et jeunes, en vue de soutenir la création d'emplois en leur faveur ;
- la réhabilitation des infrastructures abritant les institutions de la jeunesse ;
- la création d'un réseau national des jeunes entrepreneurs en vue de promouvoir les échanges entre eux et de rendre visibles leurs initiatives ;
- l'octroi des facilités médicales pour les traitements spécifiques en faveur de la femme et de l'enfant ;
- l'intensification de la lutte contre la violence faite à la femme, notamment par le lancement de la campagne « tolérance zéro » contre les violences basées sur le genre ;

- l'installation des centres d'écoute dans les établissements scolaires et universitaires pour assister les victimes des harcèlements et violences sexuelles.

2.2.2.7. Sports

La politique du Gouvernement dans le secteur des Sports vise à donner l'accès à la pratique des activités physiques et sportives à la plus grande frange de la population. A cet effet, il entend poursuivre la construction, la réhabilitation et la modernisation des stades ainsi que la création des centres de formation sportives sur toute l'étendue de la République.

Les actions spécifiques à mener dans le cadre de cette ambition au cours de la période 2022-2024, sont les suivantes :

- la poursuite de la construction de grands stades au niveau de chaque province ;
- la poursuite de la construction des stades municipaux dans la ville de Kinshasa et dans d'autres villes ;
- l'érection progressive des centres sportifs omnisports dans chaque territoire pour la formation théorique et pratique des jeunes ;
- la promotion et le développement des activités sportives dans les écoles et universités.

2.2.2.8. Culture et Arts

Dans le domaine de culture et arts, la politique du Gouvernement vise rendre ce secteur un vecteur de l'épanouissement de l'homme en investissant notamment dans les infrastructures et la réhabilitation de l'économie culturelle.

De ce point de vue, il envisage les principales actions ci-après au cours de la période 2022-2024 :

- l'organisation du grand prix congolais de la culture et des grandes œuvres artistiques ;
- la création des centres culturels ;
- l'acquisition des équipements appropriés pour le cinéma, les studios d'enregistrement, la sculpture et les outils d'imprimerie du livre ;

- la promotion des œuvres cinématographiques congolaises, sur les médias internationaux et sur le web ;
- la protection des œuvres culturelles congolaises à l'ère du numérique ;
- la création d'un centre stratégique de la culture éthique nationale ;
- la création d'une académie pour l'apprentissage, la promotion et la protection des langues nationales.

2.2.3. Secteur de souveraineté

Les actions des politiques publiques déclinées dans ce point concernent la défense nationale, l'intérieur et sécurité, la justice ainsi que la CENI.

L'objectif du Gouvernement dans ce secteur est de rendre la RDC un Etat fort. Les actions à mener au cours de la période 2022-2024, devront permettre (i) la pacification et la promotion de la réconciliation, de la cohésion et de l'unité nationales, (ii) le renforcement de l'autorité de l'Etat et la promotion de l'Etat de droit, (iii) la lutte contre la corruption, (iv) la réforme de la sécurité ainsi que l'organisation des élections.

2.2.3.1. Défense nationale

Les actions à mener dans le domaine de la défense pendant la période 2022-2024 porteront principalement sur les actions suivantes :

- l'éradication des groupes armés opérant dans le pays, notamment à Beni, Minembwe, Butembo et Ituri ;
- la création des unités d'élites bien formés et bien équipés ;
- l'amélioration progressive de la solde allouée aux militaires ;
- la construction, la réhabilitation ou la délocalisation des quartiers généraux, des camps, des casernes et formations médicales pour les militaires ;
- la mise sur pied d'une politique de défense s'appuyant sur les six fonctions stratégiques, à savoir : « Connaître – Prévenir – Anticiper – Dissuader – Protéger - Intervenir » ;
- la réorganisation et le renforcement de mécanisme de gestion et de sécurisation des frontières ;

- la réinsertion socioéconomique des démobilisés venant des groupes armés rebelles à travers une série de formations professionnelles.

2.2.3.2. Sécurité intérieure

Dans le domaine de la sécurité intérieure, le Gouvernement entend mener les actions suivantes pour la période 2022-2024 :

a) Au niveau de la Police nationale

- la dotation de la police nationale des équipements et des moyens appropriés ;
- l'amélioration progressive de la solde allouée aux policiers ;
- la construction, la réhabilitation ou la délocalisation des quartiers généraux, des camps, des casernes et formation médicale pour les policiers;
- la poursuite de la réforme de la Police nationale congolaise ;
- la poursuite de l'éradication des germes d'insécurité et du banditisme urbain (phénomène Kuluna) à travers le territoire national ;
- la construction des commissariats et la poursuite de la mise en place d'une police de proximité à travers le territoire national.

b) Au niveau de la Direction Générale de Migration (DGM)

- le déploiement du personnel de la DGM dans toutes les représentations diplomatiques de la RDC ;
- l'identification et le contrôle de séjour des étrangers ainsi que le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- l'informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- le renforcement des moyens logistiques et la sécurisation de l'outil de travail par la biométrisation des visas en lieu et place du cachet humide et par des laissez-passer individuels sécurisés.

c) Pour l'Agence Nationale de Renseignement (ANR)

- l'acquisition d'équipements médicaux, de communication, d'outils informatiques et de matériels de transport ;

- le renforcement des capacités des agents de l'ANR en matière de prévention des risques ou des crimes ;
- la réorganisation et des renforcements les mécanismes de gestion et de sécurisation des frontières.

d) Concernant le Conseil National de Sécurité (CNS)

- la poursuite du recueil d'informations sur les terroristes ADF, leurs alliances avec les terroristes de la Province islamique de l'Afrique centrale (MTM), ou tout autre groupe armé local ;
- la coopération avec les pays voisins et autres pays concernés par les menaces terroristes ADF ;
- la prise en charge des réseaux criminels et mafieux ;
- l'évaluation des foyers de tensions.

2.2.3.3. Justice et Pouvoir judiciaire

En ce qui concerne la Justice et le Pouvoir judiciaire, le gouvernement entend mener les principales actions suivantes au cours de la période 2022-2024 :

- l'amélioration progressive des conditions de vie et de travail des magistrats ;
- l'installation de toutes les juridictions (administrative et judiciaire) à travers l'ensemble du territoire national ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures pénitentiaires (Prisons centrales de Matadi, Kananga, Kisangani,...) et judiciaires (Palais de justice, Tribunaux pour enfant, Etablissements de garde et éducation de l'Etat) ;
- le renforcement des capacités humaines et institutionnelles de l'Institut National de Formation Judiciaire (INAFJ) ;
- la création des sections chargées de la lutte contre la corruption, la fraude fiscale, le blanchiment des capitaux et le détournement des deniers publics, au sein des parquets près les juridictions de l'ordre judiciaire ;
- la lutte contre la corruption, notamment par le renforcement les mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption ;

- la finalisation du processus de mise en œuvre des actes uniformes OHADA.

2.2.3.4. Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

Au cours de la période 2022-2024, le Gouvernement entend mener les principales actions ci-après :

- la réforme de la loi électorale ainsi que la Loi organique portant organisation et fonctionnement de la CENI
- l'organisation en 2023 des premières élections locales (urbaines, communales,...) ;
- l'organisation en 2023 des élections nationales (Présidentielles, législatives nationales et provinciales) ;
- l'acquisition des équipements nécessaires pour le processus électoral.

III. REVUE BUDGETAIRE RECENTE

Ce point fait une revue du Cadre budgétaire à moyen terme 2021-2023 et des budgets des exercices 2018, 2019 et 2020. Cette revue budgétaire permet de rendre compte de la programmation budgétaire et des niveaux d'exécutions antérieures avant d'établir la programmation budgétaire 2022-2024.

3.1. Revue du Cadre Budgétaire à Moyen terme 2021-2023

3.1.1. Rappel du Cadre budgétaire à moyen terme 2021-2023

Le CBMT 2021-2023 se fondait sur les hypothèses macroéconomiques projetées par le Comité permanent du cadrage macroéconomique en fonction de la production à fin juin 2020 qui situait l'activité économique à **3,2%** en 2021, à **4,7%** en 2022 et à **6,2%** en 2023, soit une moyenne annuelle de **4,7%**.

Il reposait également sur les orientations de la politique budgétaire énoncée par le programme d'actions du Gouvernement Ilunkamba investi en septembre 2019.

Les prévisions du CBMT 2021-2023, situaient les recettes du Pouvoir central, des Provinces et des ETD comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Evolution des recettes du Pouvoir central des Provinces et ETD dans le CBMT 2021-2023

Agréats	CBMT 2021-2023						Tx. Acc. Moyen en %
	2021	Tx. acc.	2022	Tx. acc.	2023	Tx. Acc.	
Recettes du Budget général	12 031 360 774 387	22,9	13 243 241 387 579	10,1	15 174 280 714 602	14,6	15,9
Recettes courantes	9 021 591 809 256	42,3	10 942 797 607 825	21,3	12 849 418 094 283	17,4	27,0
<i>Recettes fiscales</i>	<i>7 041 216 017 485</i>	<i>43,6</i>	<i>8 678 803 555 148</i>	<i>23,3</i>	<i>10 304 769 606 642</i>	<i>18,7</i>	<i>28,5</i>
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>1 662 167 901 406</i>	<i>39,5</i>	<i>1 935 612 818 977</i>	<i>16,5</i>	<i>2 207 552 902 004</i>	<i>14,0</i>	<i>23,3</i>
<i>Recettes des pétroliers producteurs</i>	<i>318 207 890 365</i>	<i>30,7</i>	<i>328 381 233 700</i>	<i>3,2</i>	<i>337 095 585 638</i>	<i>2,7</i>	<i>12,2</i>
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-
Recettes extérieures (dons)	3 009 768 965 131	2,9	2 300 443 779 754	- 23,6	2 324 862 620 319	1,1	- 8,5
Recettes des Budgets annexes	362 790 025 104	76,8	392 373 349 032	8,2	420 092 702 119	7,1	30,7
Recettes des Comptes spéciaux	670 182 109 754	14,5	717 190 176 086	7,0	756 183 747 096	5,4	9,0
Total Recettes Pouvoir Central	13 064 332 909 245	23,5	14 352 804 912 697	9,9	16 350 557 163 817	13,9	15,8
Recettes Provinces	2 712 184 362 496	3,2	2 840 146 531 920	4,7	3 017 094 412 590	6,2	4,7
Recettes ETD	106 532 605 162	3,2	111 558 864 976	4,7	118 509 247 467	6,2	4,7

Source : CBMT 2021-2023, Octobre 2020

Par ailleurs, les prévisions des dépenses du Pouvoir central des Provinces et des ETD ainsi que les soldes y afférents se présentaient comme l'indique le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Evolution des dépenses et du solde du Pouvoir central des Provinces et ETD dans le CBMT 2021-2023

Titre	CBMT 2021-2023						Tx. accr. Moyen (%)
	2021	Tx. accr. (%)	2022	Tx. accr. (%)	2023	Tx. accr. (%)	
POUVOIR CENRAL	14 235 222 687 595	34,6	16 862 626 207 054	18,5	18 945 781 833 888	12,4	21,8
BUDGET GENERAL	13 202 250 552 737	34,9	15 753 062 681 936	19,3	17 769 505 384 673	12,8	22,3
Dépenses courantes	9 094 332 644 598	23,9	9 898 461 512 491	8,8	10 660 001 045 071	7,7	13,5
<i>Dette publique</i>	<i>645 048 605 813</i>	<i>57,9</i>	<i>905 740 978 703</i>	<i>40,4</i>	<i>847 456 052 647</i>	<i>- 6,4</i>	<i>30,6</i>
<i>Frais financiers</i>	<i>269 665 507 725</i>	<i>743,5</i>	<i>264 371 386 458</i>	<i>- 2,0</i>	<i>250 511 153 618</i>	<i>- 5,2</i>	<i>245,4</i>
<i>Dépenses de personnel</i>	<i>5 233 153 511 938</i>	<i>8,9</i>	<i>5 405 155 771 926</i>	<i>3,3</i>	<i>5 801 025 509 941</i>	<i>7,3</i>	<i>6,5</i>
<i>Biens et Matériels</i>	<i>222 375 168 804</i>	<i>5,0</i>	<i>232 862 497 286</i>	<i>4,7</i>	<i>247 370 384 439</i>	<i>6,2</i>	<i>5,3</i>
<i>Dépenses de prestations</i>	<i>547 264 592 700</i>	<i>10,5</i>	<i>573 045 865 671</i>	<i>4,7</i>	<i>608 747 985 374</i>	<i>6,2</i>	<i>7,2</i>
<i>Transferts et Interventions de l'Etat</i>	<i>2 176 825 257 619</i>	<i>56,7</i>	<i>2 517 285 012 447</i>	<i>15,6</i>	<i>2 904 889 959 052</i>	<i>15,4</i>	<i>29,2</i>
Dépenses en capital	4 107 917 908 139	68,0	5 854 601 169 444	42,5	7 109 504 339 602	21,4	44,0
<i>Equipements</i>	<i>2 951 600 126 421</i>	<i>61,8</i>	<i>4 232 647 352 134</i>	<i>43,4</i>	<i>4 955 964 555 257</i>	<i>17,1</i>	<i>40,8</i>
<i>Construction, Réhabilitation, etc</i>	<i>1 156 317 781 718</i>	<i>86,0</i>	<i>1 621 953 817 310</i>	<i>40,3</i>	<i>2 153 539 784 344</i>	<i>32,8</i>	<i>53,0</i>
BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	76,8	392 373 349 032	8,2	420 092 702 119	7,1	30,7
COMPTES SPECIAUX	670 182 109 754	14,5	717 190 176 086	7,0	756 183 747 096	5,4	9,0
DEPENSES DES PROVINCES	2 712 184 362 496	3,2	2 840 146 531 921	4,7	3 017 094 412 590	6,2	4,7
DEPENSES DES ETD	106 532 605 162	3,2	111 558 864 976	4,7	118 509 247 467	6,2	4,7
SOLDE POUVOIR CENTRAL	- 1 170 889 778 350	- 11	- 2 509 821 294 356		- 2 595 224 670 071		
ENDETTEMENT	1 170 889 778 350		2 509 821 294 356		2 595 224 670 071		
FINANCEMENT	1 170 889 778 350		-		-		
<i>Bon du Trésor</i>	<i>252 000 000 000</i>						
<i>Emprunt programme</i>	<i>325 678 500 000</i>						
<i>Emprunts projets</i>	<i>593 211 278 350</i>						
ECART-FUITE	-		2 509 821 294 356		2 595 224 670 071		
SOLDE PROVINCES	-		-		-		
SOLDE ETD	-		-		-		

Sources : CBMT 2021-2023, Octobre 2020

3.1.2. Analyse des écarts CBMT 2022-2024/2021-2023

L'analyse comparative du CBMT 2022-2024 et du CBMT 2021-2023 porte essentiellement sur les projections de 2022 et de 2023 de ces deux outils.

Le cadre macroéconomique qui sous-tend la programmation budgétaire 2022-2024 situe l'activité économique à **6,5%** en moyenne, alors que la programmation budgétaire 2021-2023 était postulée sur base d'une activité économique de **4,7%** l'an, soit un accroissement de **1,8** point de pourcentage.

Il convient de relever que cet accroissement résultait de la maîtrise de la pandémie de Covid-19, après une récession de **1,7%** estimée en 2020 (sur base des réalisations à fin juin) contre une embellie observée à fin décembre 2020.

3.1.2.1. Analyses des dépenses

Cette analyse indique que les dépenses courantes en 2022 contenues dans le CBMT 2022-2024 accusent un accroissement de **4,2%** par rapport à celles du CBMT 2021-2023. De même, les dépenses en capital (construction, réfection, etc.) augmentent de **39,9%**. Cette tendance haussière est également observée sur les projections de 2023.

L'augmentation des dépenses courantes liées au traitement de personnel et de celles en capital liées à la construction et réfection, traduit la politique budgétaire du Gouvernement au cours de la période 2022-2024 axée notamment sur la poursuite de la gratuité de l'enseignement de la base et sur les investissements dans les secteurs sociaux (Santé, EPST...).

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 4 ci-dessous

Tableau 4 : Ecart des dépenses entre le CBMT 2021-2023 et le CBMT 2022-2024

Titre	Historique		Projections 2022		Var (%)	Projections 2023		Var (%)
	LFR 2020	LF 2021	Projections 2022			CBMT 2021-2023	CBMT 2022-2024	
			CBMT 2021-2023	CBMT 2022-2024				
DEPENSES DU POUVOIR CENTRAL	10 579 081 070 042	14 620 524 180 873	16 862 626 207 054	17 321 457 534 446	2,7	18 945 781 833 888	18 341 920 898 190	- 3,2
BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	13 555 177 070 944	15 753 062 681 936	16 127 622 886 819	2,4	17 769 505 384 673	17 084 725 906 853	- 3,9
Dépenses courantes	7 342 977 845 188	9 283 856 455 890	9 898 461 512 491	10 314 747 970 120	4,2	10 660 001 045 071	10 782 163 695 513	1,1
<i>Dette publique</i>	408 578 013 146	645 048 605 813	905 740 978 703	1 020 022 377 698	12,6	847 456 052 647	592 768 731 502	- 30,1
<i>Frais financiers</i>	31 971 331 053	269 665 507 725	264 371 386 458	273 017 797 372	3,3	250 511 153 618	267 889 432 827	6,9
<i>Dépenses de personnel</i>	4 806 268 872 466	5 294 555 282 742	5 405 155 771 926	5 807 168 467 339	7,4	5 801 025 509 941	6 204 993 931 202	7,0
<i>Biens et Matériels</i>	211 694 700 057	227 375 168 804	232 862 497 286	239 180 028 062	2,7	247 370 384 439	255 081 269 556	3,1
<i>Dépenses de prestations</i>	495 220 305 052	557 264 592 700	573 045 865 671	587 777 736 654	2,6	608 747 985 374	626 492 831 312	2,9
<i>Transferts et Interventions de l'Etat</i>	1 389 244 623 414	2 289 947 298 106	2 517 285 012 447	2 387 581 562 996	- 5,2	2 904 889 959 052	2 834 937 499 115	- 2,4
Depenses en capital	2 445 554 772 950	4 271 320 615 054	5 854 601 169 444	5 812 874 916 700	- 0,7	7 109 504 339 602	6 302 562 211 340	- 11,4
<i>Equipements</i>	1 824 020 243 964	3 052 002 833 336	4 232 647 352 134	3 557 727 154 582	- 15,9	4 955 964 555 257	3 854 812 116 141	- 22,2
<i>Construction, Rehabilitation, etc</i>	621 534 528 986	1 219 317 781 718	1 621 953 817 310	2 255 147 762 118	39,0	2 153 539 784 344	2 447 750 095 200	13,7
BUDGETS ANNEXES	205 156 817 237	362 790 025 104	392 373 349 032	409 966 145 608	4,5	420 092 702 119	422 675 096 122	0,6
COMPTES SPECIAUX	585 391 634 667	702 557 084 826	717 190 176 086	783 868 502 018	9,3	756 183 747 096	834 519 895 215	10,4
DEPENSES DES PROVINCES	2 712 184 362	2 712 184 362 496	2 840 146 531 920	6 300 961 295 558	121,9	3 017 094 412 590	6 816 380 766 382	125,9

Source : CBMT 2021-2023 et CBMT 2022-2024

3.1.2.2. Analyses des recettes

Le tableau 5 ci-dessous renseigne sur les écarts entre les projections des recettes des années 2022 et 2023 contenues dans le CBMT 2022-2024 et CBMT 2021-2023. Il ressort notamment de ce tableau un accroissement des recettes courantes projetées en 2022 de **7,1%** dans la programmation budgétaire 2022-2024 par rapport à la programmation précédente.

Pour les recettes courantes projetées en 2023, cet accroissement est de **1,2%**. Il convient de relever que ces accroissements sont tributaires de l'évolution de l'activité économique et de la politique fiscale, qui sous-tendaient ces projections.

Tableau 5 : Ecarts des recettes entre le CBMT 2021-2023 et le CBMT 2022-2024

Agregats	Historique			Projections 2022			Projections 2023			Var (%)
	LF 2020	LF 2021	Tx. acc.	CBMT 2021-2023	CBMT 2022-2024	Var (%)	CBMT 2021-2023	CBMT 2022-2024	Var (%)	
Pouvoir Central	10 579 081 070 042	14 588 149 205 802	202	14 352 804 912 697	14 498 503 454 893	1,0	16 350 557 163 817	15 514 766 841 672	- 5,1	
Budget général	9 788 532 618 138	13 555 177 070 944	111	13 243 241 387 579	13 304 668 807 266	0,5	15 174 280 714 602	14 257 571 850 335	- 6,0	
Recettes courantes	6 337 781 907 284	9 374 518 327 463	114	10 942 797 607 825	11 723 845 865 329	7,1	12 849 418 094 283	12 999 568 623 141	1,2	
Recettes fiscales	4 903 171 203 638	7 359 115 679 358	43,6	8 678 803 555 148	9 373 093 220 763	8,0	10 304 769 606 642	10 408 941 776 994	1,0	
Recettes non fiscales	1 191 132 845 470	1 697 194 757 740	39,5	1 935 612 818 977	1 907 192 783 213	- 1,5	2 207 552 902 004	2 124 691 030 565	- 3,8	
Recettes des pétroliers producteurs	243 477 858 176	318 207 890 365	30,7	328 381 233 700	443 559 861 353	35,1	337 095 585 638	465 935 815 582	38,2	
Recettes exceptionnelles	350 000 000 000	252 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	
Recettes extérieures	3 100 750 710 854	3 928 658 743 481	- 2,9	2 300 443 779 754	1 580 822 941 937	- 31,3	2 324 862 620 319	1 258 003 227 194	- 45,9	
Budgets annexes	205 156 817 237	362 790 025 104	76,8	392 373 349 032	409 966 145 608	4,5	420 092 702 119	422 675 096 122	0,6	
Comptes spéciaux	585 391 634 667	670 182 109 754	14,5	717 190 176 086	783 868 502 018	9,3	756 183 747 096	834 519 895 215	10,4	
Provinces	2 629 277 569 903	2 712 184 362 496	3,2	2 840 146 531 920	6 300 961 295 558	121,9	3 017 094 412 590	6 816 380 766 382	125,9	
ETD	103 276 087 381	106 532 605 162	3,2	111 558 864 976	112 532 139 090	0,9	118 509 247 467	120 013 535 985	1,3	

Source : CBMT 2021-2023 et CBMT 2022-2024

3.2. Revue des budgets des exercices 2018-2020

3.2.1. Exécution des dépenses

La revue des dépenses publiques du budget général au cours de la période 2018-2020 renseigne un taux d'exécution en 2018 de **88,8%**, qui s'est amenuisé par la suite pour atteindre **82,8%** en 2019 et **76,6%** en 2020.

Il s'est observé par ailleurs au cours de la période une forte pression sur les dépenses de rémunération et de fonctionnement, au détriment des investissements comme l'indique le tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Dépenses exécutées de 2018-2020

N°	Rubrique Budgétaire	Loi de Finances 2018			Loi de Finances 2019			Loi de Finances Rectificative 2020		
		Prévision	Exécution	Taux d'Exec	Prévision	Exécution	Taux d'Exec	Prévision	Exécution	Taux d'Exec
	Budget Général	8 927 875 827 540	7 930 226 816 811	88,8%	9 604 890 657 737	7 956 551 818 018	82,8%	9 788 532 618 138	7 488 881 739 871	76,3%
1	Bourse d'Etudes	2 000 000 000		0,0%	5 000 000 000	86 177 582	1,7%	1 000 000 000		0,0%
2	Charges Communes	100 000 000 000	118 164 045 919	118,2%	116 369 580 722	123 229 127 805	105,9%	163 542 894 479	47 676 682 072	29,2%
3	Contrepartie des Projets	60 000 000 000	6 354 470 020	10,6%	65 000 000 000	6 718 378 339	10,3%	15 000 000 000	6 177 800 067	41,2%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	72 536 000 000		0,0%						
5	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	905 000 000 000	641 096 814 739	70,8%	410 000 000 000	37 480 701 346	9,1%	100 000 000 000	60 882 063 479	60,9%
6	Dettes Publiques	388 547 360 000	202 067 762 030	52,0%	352 996 408 000	369 004 674 308	104,5%	408 578 013 146	388 664 383 936	95,1%
7	Financement des Réformes	20 000 000 000	2 817 425 590	14,1%	23 000 000 000	2 281 640 706	9,9%	5 000 000 000	2 572 875 566	51,5%
8	Fonctionnement des Institutions	332 930 828 318	842 524 909 084	253,1%	370 000 000 000	603 622 444 848	163,1%	489 871 924 599	469 371 977 741	95,8%
9	Fonctionnement des Ministères	600 000 000 000	1 120 913 565 947	186,8%	667 226 019 853	704 179 932 358	105,5%	580 800 000 000	678 532 093 988	116,8%
10	Fonds de Péréquation							102 246 456 474		0,0%
11	Frais Financiers	151 264 608 600	269 033 944 526	177,9%	255 487 462 000	240 936 227 553	94,3%	31 971 331 053	22 694 520 302	71,0%
12	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	253 000 000 000	171 716 369 066	67,9%	286 125 000 000	111 747 628 361	42,0%	101 729 727 114	114 007 409 135	112,1%
13	Investissements sur Ressources Extérieures	1 443 270 744 544	755 401 482 814	52,3%	1 161 014 129 001	430 257 760 037	37,1%	2 036 502 076 356	363 612 021 926	17,9%
14	Investissements sur Ressources Propres	462 257 525 802	115 394 313 935	25,0%	602 282 625 439	325 924 756 356	54,1%	160 000 000 000	80 610 490 845	50,4%
15	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	654 880 657 686	37 964 087 489	5,8%	786 404 144 096	29 736 842 820	3,8%	131 969 278 720	23 027 380 199	17,4%
16	Rémunérations	2 590 000 000 000	2 704 001 892 552	104,4%	3 565 373 073 267	3 643 805 366 517	102,2%	4 748 000 000 000	4 796 730 578 393	101,0%
17	Rétrocession aux Régies Financières	324 494 775 903	427 085 993 917	131,6%	394 701 654 744	370 620 554 692	93,9%	348 164 541 736	315 559 239 455	90,6%
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	40 000 000 000	13 034 181 020	32,6%	42 000 000 000	13 655 845 012	32,5%	9 155 157 306	9 589 167 016	104,7%
19	Subventions aux Services Déconcentrés	14 500 000 000	3 625 000 003	25,0%	17 500 000 000		0,0%	5 000 000 000		0,0%
20	Subventions aux Services Ex-BPO	22 000 000 000	8 569 826 288	39,0%	23 000 000 000	6 192 439 769	26,9%	9 155 157 306	7 656 768 344	83,6%
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	240 000 000 000	249 039 406 865	103,8%	253 440 000 000	161 716 836 765	63,8%	312 000 000 000	81 516 287 408	26,1%
22	TVA Remboursable	251 193 326 687	241 421 325 006	96,1%	227 970 560 616	875 174 482 846	383,9%	28 846 050 849		0,0%
	Budgets Annexes	917 172 743 761	140 750 000 000	15,3%	169 661 903 345	268 115 760 000	158,0%	205 156 817 237	140 278 165 632	
	Comptes Spéciaux	509 390 972 448	374 909 378 203	73,6%	577 767 218 971	506 768 038 279	87,7%	585 391 634 667	491 394 470 421	
	Total Budget Général	10 384 438 543 749	8 445 886 195 013	81,6%	10 352 319 780 054	8 731 435 616 297	84,3%	10 579 081 070 042	8 100 554 375 924	76,6%

Sources : Rapports d'exécution des budgets 2018 à 2020, ESB, DGPPB, Ministère du Budget.

En 2019, les dépenses de fonctionnement des institutions et des Ministères avaient été exécutées à plus de **110%**. En 2018, cette disparité s'était accrue, avec un niveau d'exécution de **253,1%** pour le fonctionnement des institutions et de **288,8%** pour le fonctionnement des ministères. Les dépenses de rémunération quant à elles, ont été exécutées à **104,4%** en 2018, à **102,2%** en 2019 et à **101,0%** en 2020.

Pour cette dernière année, elles ont concerné la mécanisation de **100.088** enseignants non payés et de **58.745** enseignants nouvelles unités ainsi que la prise en charge de **1.600** médecins à la prime de risque.

Les dépenses d'investissement du Gouvernement central ont été exécutées en moyenne à **43,1%** entre 2018 et 2020.

En 2020, les principaux investissements publics ont concerné la construction des microcentrales hydroélectriques, des centres de santé dans différents territoires et d'un atelier mécanique agricole à Kananga ainsi que la réhabilitation des hôpitaux généraux de référence.

3.1.2 Réalisation des recettes

Comme en dépenses, le recouvrement des recettes du budget général a été faible en 2018 avec un niveau de **80,7%**, mais qui s'est progressivement amélioré en 2019 et 2020 avec un niveau respectivement de **87,6%** en 2019 et **106,0%** en 2020.

Les recettes courantes ont été recouvrées en moyenne à **101,1%** sur la période considérée, tout en accusant une contre-performance en 2019, due principalement par le faible recouvrement des recettes fiscales (DGDA et DGI) comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Recettes recouvrées de 2018-2020

N°	RUBRIQUE	BUDGET 2018				BUDGET 2019							BUDGET 2020								
		PREVISIONS 2018	Struct. (%)	% PIB	REALISATIONS	Tx réel (%)	PREVISIONS 2019	Struct. (%)	% PIB	Taux acc.	REALISATIONS A FIN DECEMBRE (TOFE)	Tx réel (%)	Struct. Réel (%)	% Réal. BG	% PIB	2 020	Struct. (%)	% PIB	REALISATIONS (TOFE)	Tx Réel	% PIB
I.	BUDGET GENERAL	8 927 875 827 540	86,2	11,2	7 841 986 482 814	87,8	9 604 880 657 737	92,8	9,9	7,6	8 294 399 778 969	86,4	91,5	100,0	9,8	9 788 532 618 138	86,2	10,0	10 336 230 769 857	105,8	11,5
	Recettes internes	6 678 167 782 995	64,5	8,4	7 066 585 000 000	106,1	8 443 676 528 736	81,6	8,7	26,4	7 129 866 000 000	84,4	78,6	86,0	8,4	6 687 781 907 284	63,2	6,8	7 821 610 203 857	114,0	8,5
	Recettes courantes	6 603 167 782 995	63,8	8,3	7 066 585 000 000	107,3	8 293 676 528 736	80,1	8,6	25,6	7 019 194 000 000	84,6	77,4	84,6	8,3	6 337 781 907 284	59,9	6,5	7 054 810 203 857	111,3	7,8
	Recettes des douanes et accises	2 550 320 027 400	24,6	3,2	1 829 139 000 000	71,7	2 645 403 780 146	25,6	2,7	3,7	2 009 375 000 000	78,0	22,2	24,2	2,4	1 873 928 288 103	17,7	1,9	2 028 823 304 703	108,2	2,2
	Recettes des impôts	2 700 881 026 119	26,1	3,4	3 664 254 000 000	135,7	4 011 414 092 153	38,7	4,1	48,5	3 602 383 000 000	89,8	39,7	43,4	4,2	3 029 242 915 535	28,6	3,1	3 578 487 435 343	118,1	4,0
	Recettes non fiscales	1 079 289 211 978	10,4	1,4	1 362 055 000 000	126,2	1 207 596 113 491	11,7	1,2	11,9	1 128 585 000 000	93,5	12,4	13,6	1,3	1 191 132 845 470	11,3	1,2	1 243 582 827 673	104,4	1,4
	Recettes des pétroliers producteurs	272 677 517 488	2,6	0,3	231 137 000 000	84,8	429 482 562 946	4,1	0,4	57,5	278 851 000 000	64,9	3,1	3,4	0,3	243 477 858 176	2,3	0,2	205 916 536 138	84,8	0,2
	Recettes exceptionnelles	75 000 000 000	0,7	0,1	0	0,0	150 000 000 000	1,4	0,2		110 672 000 000	73,8	1,2	1,3	0,1	350 000 000 000	3,3	0,4	566 800 000 000	161,9	0,6
	Recettes extérieures	2 249 708 044 544	21,7	2,8	755 401 482 814	33,6	1 161 014 129 001	11,2	1,2	-8,4	1 164 533 778 969	100,3	12,8	14,0	1,4	3 100 730 710 854	22,9	3,2	2 714 620 565 999	87,5	3,0
	Recettes d'appuis budgétaires	733 901 300 000	7,1	0,9	0	0,0	0	0,0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0	0,0	1 064 248 634 488	3,7	1,1	753 246 974 153	70,8	0,8	
	Recettes de financement des investissements	1 515 806 744 544	14,6	1,9	755 401 482 814	49,8	1 161 014 129 001	11,2	1,2	-23,4	1 164 533 778 969	100,3	12,8	14,0	1,4	2 006 502 076 356	19,3	2,1	1 961 373 591 947	96,3	2,2
II.	BUDGETS ANNEXES	917 172 743 761	8,9	1,2	140 750 000 000	15,3	169 661 983 345	1,6	0,2	-81,5	268 115 780 000	158,0	3,0		0,3	205 156 817 237	1,9	0,2	315 625 872 672	153,8	0,3
III.	COMPTES SPECIAUX	509 390 972 448	4,9	0,6	374 909 378 203	73,6	577 767 218 971	5,6	0,6	13,4	506 931 941 193	87,7	5,6		0,6	585 391 634 667	5,5	0,6	565 677 695 461	96,6	0,6
	TOTAL RECETTES	10 354 439 543 749	100,0		8 357 645 861 017	80,7	10 352 319 780 053	100		-0,02	9 069 447 480 162	87,6	100		10 579 081 070 042	100,0		11 217 534 337 990			

Source : Rapports d'exécution des budgets, TOFE.

Au cours de la période 2018-2020, les engagements des partenaires multi et bilatéraux ont été très faibles en 2018 et en 2020, contrairement à 2019 où il a atteint **100,3%**. Le succès enregistré en 2019 se justifie par la prise en compte dans la budgétisation du risque de non décaissement des bailleurs observé dans le passé.

IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2022-2024

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2022-2024 qui résulte de la prise en comptes des objectifs macroéconomiques 2022-2024 et des objectifs des politiques budgétaire et publiques du Gouvernement renseignés au point II du présent document.

4.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES

Comme le montre le tableau 4 ci-après, de 2022 à 2024, les dépenses du Pouvoir central se situeraient à **55.036,6 milliards de FC**, soit **18.345,5 milliards** l'an. Celles des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) se situeraient respectivement à **20.719,9 milliards de FC** et à **360,7 milliards de FC**.

Tableau 8 : Dépenses par niveau de gouvernance de 2022-2024

Niveau de Pouvoir	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	TOTAL	MOTENNE 2022-2024
Pouvoir Central	10 579 081 070 042	14 620 524 180 874	17 321 457 534 446	18 341 920 898 190	19 373 222 135 276	55 036 600 567 912	18 345 533 522 637
Provinces	4 645 139 545 485	5 167 551 649 695	6 300 961 295 558	6 816 380 766 382	7 602 572 013 018	20 719 914 074 958	6 906 638 024 986
Entités Territoriales Décentra	103 276 087 381	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836
TOTAL	15 327 496 702 908	19 894 656 752 747	23 734 950 969 093	25 278 315 200 557	27 103 968 604 727	76 117 234 774 377	25 372 411 591 459

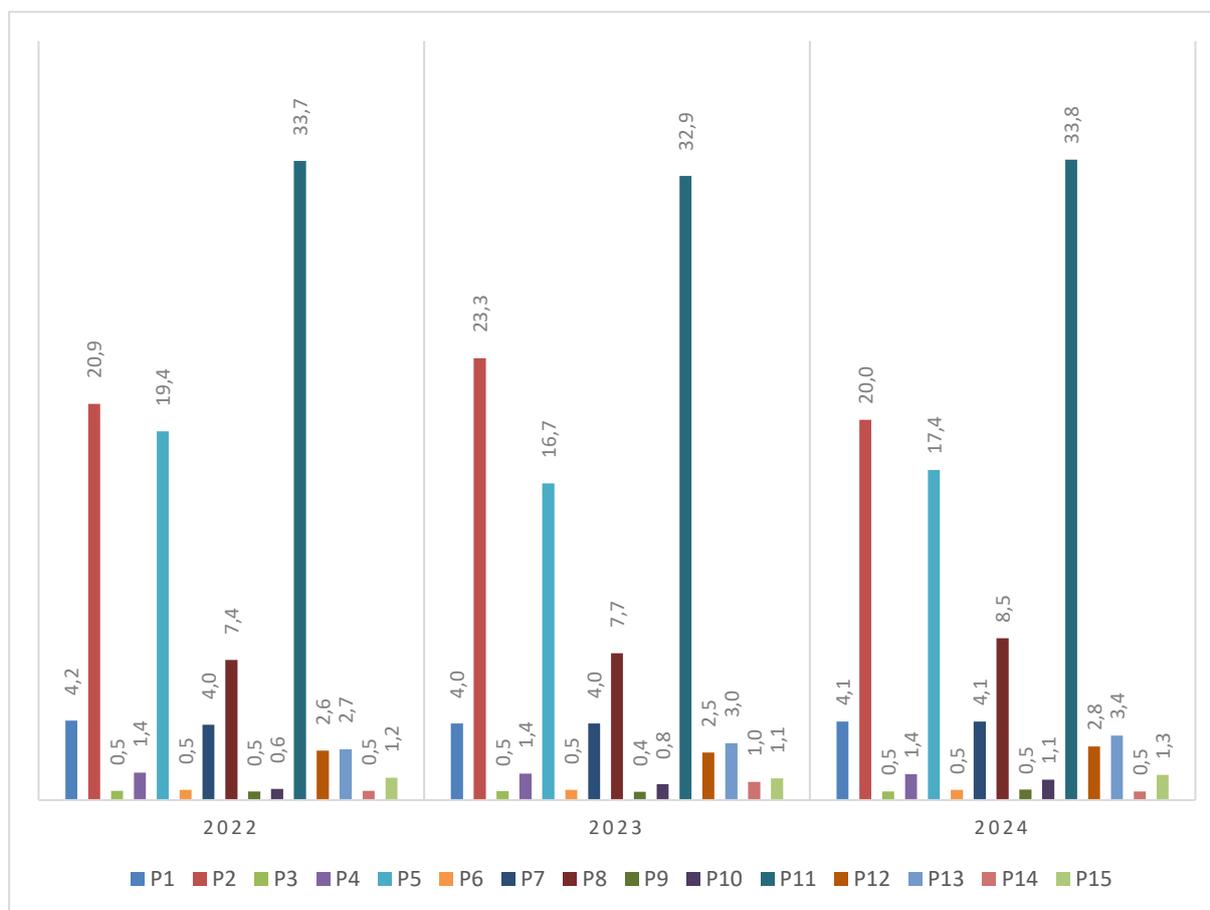
Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

4.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir central

a) Evolution des dépenses du Pouvoir central par pilier du Programme du Gouvernement

Le Programme du Gouvernement comprend quinze piliers, regroupés en quatre secteurs. Les dépenses relatives à ces quinze piliers pour les trois prochaines années évolueraient comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique 1 : Piliers du PAG en % du total de 2022 à 2024 (de gauche à droite par ordre croissant des piliers)



Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

Comme le montre le graphique 1 ci-dessus, les dépenses liées à l'amélioration des conditions de vie de la population « Pilier 11 » représente **33,5%** des dépenses du budget général du pouvoir central pendant la période 2022-2024. Elles sont suivies des dépenses de renforcement de l'autorité de l'Etat, Promotion de l'Etat de droit et de la démocratie « pilier 2 » qui représentent **21,4%**. Ces deux piliers constituent les priorités du Gouvernement en ce sens qu'un peu plus de cinq dixièmes des dépenses seraient affectées aux actions liées à ces derniers.

Les détails relatifs à l'ensemble des piliers sont repris dans le tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9 : Dépenses par niveau Pilier du Programme d'action du Gouvernement de 2022-2024

N°	Libellé Pilier	2022	2023	2024	TOTAL
1	Pacification du pays et Promotion de la réconciliation, de la cohésion et de l'unité nationale	676 819 725 530	690 346 124 392	745 872 980 346	704 346 276 756
2	Renforcement de l'autorité de l'Etat, Promotion de l'Etat de droit et de la démocratie	3 367 716 319 252	3 979 058 081 674	3 616 255 744 982	3 654 343 381 969
3	Redynamisation de la diplomatie et réhabilitation de son image de marque	77 510 900 755	79 782 771 817	82 641 296 738	79 978 323 103
4	Lutte contre la corruption et les crimes économiques	233 358 170 007	239 946 667 692	247 226 163 657	240 177 000 452
5	Amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille, et des finances de l'Etat	3 134 007 496 967	2 850 842 481 844	3 139 873 499 319	3 041 574 492 710
6	Amélioration du climat des affaires et promotion de l'entreprenariat et de la classe moyenne	86 049 224 482	91 769 975 959	98 010 334 325	91 943 178 255
7	Diversification de l'économie et création des conditions de croissance inclusive	640 982 215 257	688 954 310 654	746 756 881 410	692 231 135 774
8	Modernisation des infrastructures de bases et Aménagement du territoire national	1 190 338 491 677	1 322 449 311 779	1 540 290 333 574	1 351 026 045 677
9	Promotion et Développement des Nouvelles technologies de l'information et de la communication	73 810 148 056	75 742 008 529	99 080 091 247	82 877 415 944
10	Lutte contre le changement climatique et la création des conditions d'un développement durable	94 548 513 201	142 595 136 187	194 032 481 724	143 725 377 037
11	Amélioration des conditions sociales	5 431 312 709 377	5 620 781 728 331	6 091 797 331 965	5 714 630 589 891
12	Développement du secteur de l'eau et de l'électricité	420 628 380 235	429 712 303 049	509 141 898 690	453 160 860 658
13	Lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale	432 742 170 249	513 140 751 999	613 640 266 416	519 841 062 888
14	Autonomisation de la femme et promotion de la jeunesse	78 200 433 625	164 606 522 267	83 336 702 096	108 714 552 663
15	Promotion de la Culture, des Arts, du Sport et des Centres de loisirs	189 597 988 149	194 997 730 679	239 531 245 383	208 042 321 404
TOTAL		16 127 622 886 819	17 084 725 906 853	18 047 487 251 873	17 086 612 015 182

Source : DGPPB/Budget, Juin 2021

b) Evolution des dépenses par grande nature

Pour la période 2022-2024, les dépenses totales cumulées du Pouvoir central pourront se situer à **55.036,6 milliards de FC**, dont **51.259,8 milliards de FC** du budget général, comme le montre le tableau 10 ci-après.

Tableau 10 : Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2022 à 2024

N°	Libellé Titre	Historiques			Projections 2022-2024									TOTAL 2022-2024	MOYENNE 2022-2024
		2020	2021	Tx accr	2022	Struc	Tx accr	2023	Struc	Tx accr	2024	Struc	Tx accr		
A	BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	13 555 277 070 944	38,5	16 127 622 886 819	93,1	19,0	17 084 725 906 853	93,1	5,9	18 047 487 251 873	93,2	5,6	51 259 836 045 545	17 086 612 015 182
	Dépenses Courantes	7 342 977 845 188	9 283 856 455 890	26,4	10 314 747 970 120	59,5	11,1	10 782 163 695 513	58,8	4,5	10 790 668 101 063	55,7	0,1	31 887 579 766 695	10 629 193 255 565
	Dette publique en capital	408 578 013 146	645 048 605 813	57,9	1 020 022 377 698	5,9	58,1	592 768 731 502	3,2	- 41,9	674 670 328 511	3,5	13,8	2 287 461 437 710	762 487 145 903
	Frais financiers	31 971 331 053	269 665 507 725	743,5	273 017 797 372	1,6	1,2	267 889 432 827	1,5	- 1,9	274 267 911 054	1,4	2,4	815 175 141 252	271 725 047 084
	Dépenses de personnel	4 806 268 872 466	5 294 555 282 742	10,2	5 807 168 467 339	33,5	9,7	6 204 993 931 202	33,8	6,9	6 578 755 376 204	34,0	6,0	18 590 917 774 745	6 196 972 591 582
	Biens et matériels	211 694 700 057	227 375 168 804	7,4	239 180 028 062	1,4	5,2	255 081 269 556	1,4	6,6	272 426 795 885	1,4	6,8	766 688 093 503	255 562 697 834
	Dépenses de prestations	495 220 305 052	557 264 592 700	12,5	587 777 736 654	3,4	5,5	626 492 831 312	3,4	6,6	669 331 511 489	3,5	6,8	1 883 602 079 454	627 867 359 818
	Transferts et interventions	1 389 244 623 414	2 289 947 298 106	64,8	2 387 581 562 996	13,8	4,3	2 834 937 499 115	15,5	18,7	2 321 216 177 920	12,0	- 18,1	7 543 735 240 030	2 514 578 413 343
	Dépenses en Capital	2 445 554 772 950	4 271 320 615 054	74,7	5 812 874 916 700	33,6	36,1	6 302 562 211 340	34,4	8,4	7 256 819 150 810	37,5	15,1	19 372 256 278 850	6 457 418 759 617
	Equipements	1 824 020 243 964	3 052 002 833 336	67,3	3 557 727 154 582	20,5	16,6	3 854 812 116 141	21,0	8,4	4 221 058 897 674	21,8	9,5	11 633 598 168 396	3 877 866 056 132
	Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice,	621 534 528 986	1 219 317 781 718	96,2	2 255 147 762 118	13,0	85,0	2 447 750 095 200	13,3	8,5	3 035 760 253 136	15,7	24,0	7 738 658 110 454	2 579 552 703 485
B	BUDGETS ANNEXES	205 156 817 237	362 790 025 104	76,8	409 966 145 608	2,4	13,0	422 675 096 122	2,3	3,1	435 778 024 102	2,2	3,1	1 268 419 265 832	422 806 421 944
C	COMPTES SPECIAUX	585 391 634 667	702 557 084 826	20,0	783 868 502 018	4,5	11,6	834 519 895 215	4,5	6,5	889 956 859 302	4,6	6,6	2 508 345 256 536	836 115 085 512
	TOTAL	10 579 081 070 042	14 620 524 180 873	38,2	17 321 457 534 446	100,0	18,5	18 341 920 898 190	100,0	5,9	19 373 222 135 276	100,0	5,6	55 036 600 567 912	18 345 533 522 637

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses courantes se situeraient à **10.629,2 milliards de FC** en moyenne entre 2022 et 2024. Ces dépenses concernent les dépenses contraignantes et récurrentes devant permettre au Pouvoir central de fournir les biens et services à la population.

Les dépenses en capital, quant à elles, se situeraient à **19.372,3 milliards de FC** entre 2022 et 2024 et à **5.818,9 milliards de FC** en 2022. Elles connaîtront un accroissement de **36,1%** en 2022, **8,4%** en 2023 et de **15,1%** en 2024. Elles représenteraient **49,6%** des recettes courantes sur la période.

Les dépenses des budgets annexes connaîtront un accroissement de **6,4%** l'an sur la période de 2022-2024 et de **13%** en 2022. Quant aux dépenses des comptes spéciaux, un accroissement moyen de **8,2%** sera observé pendant la période.

4.1.2 Evolution des dépenses des Provinces

Les dépenses des Provinces sur la période prévisionnelle sont estimées à **20.719,9 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **6.906,6 milliards de FC**.

Elles sont composées des dépenses du Budget général de **20.448,7 milliards de FC** et des dépenses des Budgets annexes de **271,2 milliards de FC**. En 2022, elles se situeraient à **6.300,9 milliards de FC**.

Ces dépenses sont contenues dans le tableau 11 ci-dessous qui renseigne sur leur évolution au cours de la période 2022-2024. Il en résulte que les dépenses courantes des Provinces se situeraient à **11.798,4 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle, alors que celles en capital à **8.650,2 milliards de FC**.

Tableau 11 : Evolution des dépenses des Provinces de 2022-2024

Rubrique	HISTORIQUE		Tx Aeer	PROJECTIONS						TOTAL	MOYENNE 2022-2024
	2020	2021		2022	Tx Aeer	2023	Tx Aeer	2024	Tx Aeer		
	Voté	Voté									
BUDGET GENERAL	4 567 843 357 080	5 087 781 983 261	111,4	6 216 272 499 493	122,2	6 726 187 198 786	108,2	7 506 215 218 304	111,6	20 448 674 916 783	6 816 224 972 261
Dépenses courantes	2 858 447 779 579	2 949 918 108 525	103,2	3 616 453 966 795	122,6	3 893 866 269 281	107,7	4 288 109 222 056	110,1	11 798 429 458 132	3 932 809 819 377
Dette publique	107 282 901 317	110 715 954 159	103,2	117 543 437 999	106,2	125 183 761 469	106,5	133 737 985 170	106,8	376 465 184 638	125 488 394 879
Frais financiers	6 656 262 536	6 869 262 937	103,2	7 292 867 485	106,2	7 766 903 871	106,5	8 297 642 303	106,8	23 357 413 659	7 785 804 553
Dépenses de Personnel	1 075 180 010 321	1 109 585 770 651	103,2	1 420 322 347 297	128,0	1 533 814 697 193	108,0	1 702 706 413 688	111,0	4 656 843 458 178	1 552 281 152 726
Biens et Services	258 389 410 763	266 657 871 907	103,2	283 101 774 008	106,2	301 503 389 318	106,5	322 106 120 922	106,8	906 711 284 248	302 237 094 749
Dépenses de Prestations	259 387 979 277	267 688 394 614	103,2	284 195 845 615	106,2	302 668 575 580	106,5	323 350 928 245	106,8	910 215 349 440	303 405 116 480
Transferts et Subventions	1 151 551 215 365	1 188 400 854 256	103,2	1 503 997 694 391	126,6	1 622 928 941 849	107,9	1 797 910 131 728	110,8	4 924 836 767 968	1 641 612 255 989
Dépenses en capital	1 709 395 577 501	2 137 863 874 736	125,1	2 599 818 532 899	121,6	2 832 320 929 505	108,9	3 218 105 996 248	113,6	8 650 245 458 652	2 883 415 152 884
Equipements	585 621 506 480	791 245 214 065	135,1	1 005 098 528 543	127,0	1 102 187 028 882	109,7	1 273 624 710 803	115,6	3 380 910 268 228	1 126 970 089 409
Construction, refection,	1 123 774 071 020	1 346 618 660 671	119,8	1 594 720 004 356	118,4	1 730 133 900 623	108,5	1 944 481 285 445	112,4	5 269 335 190 424	1 756 445 063 475
BUDGETS ANNEXES	77 296 188 405	79 769 666 434	103,2	84 688 795 864	106,2	90 193 567 595	106,5	96 356 794 714	106,8	271 239 158 174	90 413 052 725
TOTAL	4 645 139 545 485	5 167 551 649 695	111,2	6 300 961 295 558	121,9	6 816 380 766 382	108,2	7 602 572 013 018	111,5	20 719 914 074 958	6 906 638 024 986

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

4.1.3 Evolution des dépenses des ETD

La projection des dépenses des ETD sur la période 2022-2024, résulte d'une prolongation de la tendance, à politique inchangée, des résultats de la consolidation budgétaire effectuée en 2014.

Compte tenu de l'ancienneté de l'année de base de projection et de l'erreur statistique y associée, une certaine prudence est de mise quant au degré de précision à accorder aux dépenses projetées.

Ces dépenses totales se situeraient à **360,7 milliards de FC** au cours de la période 2022-2024, à raison de **112,5 milliards de FC** en 2022, **120 milliards de FC** en 2023 et **128,2 milliards de FC** en 2024.

Les dépenses courantes se situeraient à **76,0 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle, alors que celles en capital à **44,2 milliards de FC**.

Le tableau 12 ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2022 à 2024.

Tableau 12 : Evolution des dépenses des ETD de 2022-2024

RUBRIQUE	2021	PROJECTIONS			TOTAL 2022-2024	MOYENNE 2022-2024
		2022	2023	2024		
BUDGET GENERAL	106 532 605 162	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836
Dépenses courantes	6 377 356 181	71 144 869 634	75 874 745 127	81 034 227 796	228 053 842 557	76 017 947 519
<i>Dette publique</i>	6 377 356 181	6 736 505 990	7 184 364 490	7 672 901 275	21 593 771 755	7 197 923 918
<i>Frais financiers</i>	399 759 149	422 272 149	450 345 778	480 969 291	1 353 587 219	451 195 740
<i>Dépenses de Personnel</i>	27 163 743 499	28 693 508 029	30 601 118 812	32 681 994 891	91 976 621 732	30 658 873 911
<i>Biens et Services</i>	9 773 143 916	10 323 532 301	11 009 864 607	11 758 535 400	33 091 932 309	11 030 644 103
<i>Transferts et Subventions</i>	23 637 852 177	24 969 051 165	26 629 051 440	28 439 826 938	80 037 929 542	26 679 309 847
Dépenses en Capital	39 180 750 240	41 387 269 455	44 138 790 858	47 140 228 637	132 666 288 950	44 222 096 317
TOTAL	106 532 605 162	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

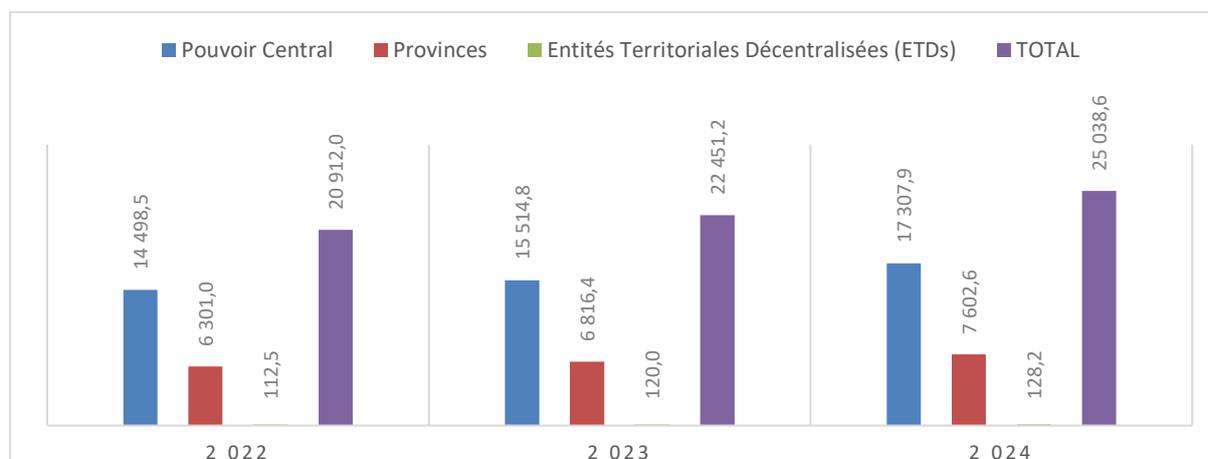
4.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES

Entre 2022 et 2024, les recettes totales du Pouvoir central se situeraient à **47.321,1 milliards de FC**. Celles des Provinces à **20.719,9 milliards de FC** et celles des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) se situeront à leur tour à **360,7 milliards de FC**.

Les recettes du pouvoir central se situeraient à **14.498,5 milliards de FC** En 2022, celles des Provinces à **6.603,1 milliards de FC** et des ETD **112,5 milliards de FC**.

L'évolution de ces recettes sur la période de 2022-2024 est illustrée dans le graphique ci-après.

**Graphique 2 : Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2022 à 2024
(en milliards de FC)**



Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

3.3.1 Evolution des recettes du Pouvoir central

La mise en œuvre de la politique fiscale préconisée pour la période 2022-2024 situerait les recettes totales du Pouvoir central à **47.321,1 milliards de FC** dont **43.544,4 milliards de FC** pour le Budget général, **1.268,4 milliards de FC** pour les Budgets annexes et **2.508,3 milliards de FC** pour les Comptes spéciaux comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 13 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2022 à 2024

RUBRIQUE	HISTORIQUE		(% PIB)	PROJECTIONS				TOTAL 2022-2024	MOYENNE		
	2020	2021		2022	(% PIB)	2023	(% PIB)			2024	(% PIB)
BUDGET GENERAL	9 438 532 618 138	13 303 177 070 944	12,5	13 304 668 807 266	11,1	14 257 571 850 335	10,6	15 982 129 176 987	10,3	43 544 369 834 587	14 514 789 944 862
RECETTES COURANTES	6 337 781 907 284	9 374 518 327 463	8,8	11 723 845 865 329	9,8	12 999 568 623 141	9,6	14 351 270 745 140	9,2	39 074 685 233 610	13 024 895 077 870
Recettes fiscales	4 903 171 203 638	7 359 115 679 358	6,9	9 373 093 220 763	7,8	10 408 941 776 994	7,7	11 493 083 745 505	7,4	31 275 118 743 262	10 425 039 531 087
Recettes Non Fiscales	1 191 132 845 470	1 697 194 757 740	1,6	1 907 192 783 213	1,6	2 124 691 030 555	1,6	2 378 891 334 606	1,5	6 410 775 148 384	2 136 925 049 461
Recettes des Hélicoptères producteurs	243 477 858 176	318 207 890 365	0,3	443 539 861 353	0,4	465 935 815 582	0,3	479 295 665 029	0,3	1 388 791 341 964	462 930 447 321
RERECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	252 000 000 000	0,2								
RECETTES EXTERIEURES (Dons)	3 100 750 710 854	3 928 658 743 481	3,7	1 580 822 941 937	1,3	1 258 003 227 194	0,9	1 630 858 431 847	1,1	4 469 684 600 977	1 489 894 866 992
BUDGETS ANNEXES	205 156 817 237	362 790 025 104	0,3	409 966 145 608	0,3	422 675 096 122	0,3	435 778 024 102	0,3	1 268 419 265 832	422 806 421 944
COMPTES SPECIAUX	585 391 634 667	702 557 084 826	0,7	783 868 502 018	0,7	834 519 895 215	0,6	889 956 859 302	0,6	2 508 345 256 536	836 115 085 512
TOTAL	10 229 081 070 042	14 368 524 180 874	13,5	14 498 503 454 893	12,1	15 514 766 841 672	11,5	17 307 864 060 390	11,2	47 321 134 356 955	15 773 711 452 318

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **13.024,5 milliards de FC** entre 2022 et 2024 et à **13.304,7 milliards de FC** en 2022. Elles dégageraient une pression fiscale de **9,5%** l'an au cours de la période sus-indiquée.

Les recettes fiscales quant à elles, se situeraient à **6.410,8 milliards de FC** sur la période prévisionnelle. En 2022, elles atteindraient **1.907,2 milliards de FC**.

Les recettes attendues des pétroliers producteurs se situeraient à **1.388,8 milliards de FC**. Elles seraient de **443,6 milliards de FC** en 2022.

Les recettes extérieures projetées (constituées essentiellement des dons) au cours de la période 2022-2024 s'élèveraient à **4.469,7 milliards de FC**. Elles se situeraient à **1.580,8 milliards de FC** en 2022, à **1.258,0 milliards de FC** en 2023 et à **1.630,9 milliards de FC** en 2024.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement en moyenne à **422,8 milliards de FC** et à **836,1 milliards de FC** sur la période 2022-2024.

3.3.2 Evolution des recettes des Provinces

Les recettes des provinces projetées pendant la période se situent à **20.217,9 milliards de FC**. Elles ont été projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes.

Les recettes du budget général des Provinces, comme renseignées au tableau 10 ci-dessous, se situeraient à **20.428,5 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **6.809,5 milliards de FC**, provenant des recettes internes de **19.819,5 milliards de FC** et des recettes extérieures de **291,4 milliards de FC**.

Tableau 14 : Evolution des recettes des Provinces de 2022 à 2024

N°	RUBRIQUE	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL 2022-2024	MOYENNE
I	BUDGET GENERAL	4 567 843 356 779	5 087 781 982 951	6 209 970 077 321	6 719 475 118 960	7 499 044 479 689	20 428 489 675 971	6 809 496 558 657
	RECETTES INTERNES	4 395 710 022 816	4 910 140 382 301	6 016 054 794 952	6 516 826 794 891	7 286 593 785 547	19 819 475 375 389	6 606 491 791 796
	40% recettes nationales	2 300 054 571 601	2 747 423 956 647	3 848 225 464 942	4 394 390 924 171	4 898 538 430 020	13 141 154 819 133	4 380 384 939 711
	Recettes spécifiques aux provinces	931 872 915 326	961 692 848 617	1 031 787 272 206	1 100 382 876 607	1 175 208 912 216	3 307 379 061 029	1 102 459 687 010
	Recettes d'intérêt commun	555 373 450 520	573 145 400 937	614 919 961 879	655 801 263 266	700 395 749 168	1 971 116 974 313	657 038 991 438
	Recettes exceptionnelles	436 275 751 406	450 236 575 451	327 206 813 555	163 603 406 777	300 000 000 000	790 810 220 332	263 603 406 777
	RECETTES EXTERIEURES	172 133 333 963	177 641 600 649	193 915 282 370	202 648 324 069	212 450 694 143	609 014 300 582	203 004 766 861
II	BUDGETS ANNEXES	77 296 188 706	79 769 666 745	90 991 218 236	96 905 647 422	103 527 533 329	291 424 398 987	97 141 466 329
	TOTAL	4 645 139 545 485	5 167 551 649 695	6 300 961 295 558	6 816 380 766 382	7 602 572 013 018	20 719 914 074 958	6 906 638 024 986

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

3.3.3 Evolution des recettes des ETD

Projetées en équilibres avec les dépenses correspondantes, les recettes des ETD se situeraient à **360,7 milliards de FC** pendant la période 2022-2024, comme l'indique le tableau 15 ci-dessous. Elles sont constituées des recettes spécifiques des ETD qui se situeraient en moyenne à **120,4 milliards de FC**.

Tableau 15 : Evolution des recettes des ETD de 2022 à 2024

N°	RURIQUE	HISTORIQUE		PROJECTIONS			TOTAL 2022-2024	MOYENNE
		2020	2021	2022	2023	2024		
I.	BUDGET GENERAL	103 276 087 381	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836
	RECETTES INTERNES	103 276 087 381	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836
	40% recettes nationales						-	-
	Recettes spécifiques aux ETDs	103 276 087 381	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836
II.	BUDGETS ANNEXES	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	103 276 087 381	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432	360 720 131 507	120 240 043 836

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

4.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2022-2024

Le CDMT central 2022-2024 qui effectue l'allocation des ressources aux différents secteurs du Pouvoir central, sous réserve du financement des gaps dégagés, est repris en annexe II. Il convient de mentionner que ces allocations devront alimenter les cadres des dépenses des sectoriels sur la période 2022-2024 et leurs différents Projets annuels de performance 2022.

SOB 2022 - BUDGET

V. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution des recettes et des dépenses de 2022 à 2024 dégage un solde global négatif de **7.715,5 milliards de FC** imputable au Pouvoir central comme le renseigne le tableau 16 ci-après.

Tableau 16 : Evolution du solde et de l'endettement de 2022 à 2024

Agrégats	2021	2022	2023	2024
DEPENSES				
Pouvoir central	14 620 524 180 873	17 321 457 534 446	18 341 920 898 190	19 373 222 135 276
Budget général	13 555 177 070 944	16 127 622 886 819	17 084 725 906 853	18 047 487 251 873
Budgets annexes	362 790 025 104	409 966 145 608	422 675 096 122	435 778 024 102
Comptes spéciaux	702 557 084 826	783 868 502 018	834 519 895 215	889 956 859 302
Provinces	5 167 551 649 695	6 300 961 295 558	6 816 380 766 382	7 602 572 013 018
ETD	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432
RECETTES				
Pouvoir central	14 620 524 180 874	14 498 503 454 893	15 514 766 841 672	17 307 864 060 390
Budget général	13 555 177 070 944	13 304 668 807 266	14 257 571 850 335	15 982 129 176 987
Budgets annexes	362 790 025 104	409 966 145 608	422 675 096 122	435 778 024 102
Comptes spéciaux	702 557 084 826	783 868 502 018	834 519 895 215	889 956 859 302
Provinces	5 167 551 649 695	6 300 961 295 558	6 816 380 766 382	7 602 572 013 018
ETD	106 580 922 178	112 532 139 090	120 013 535 985	128 174 456 432
Solde Pouvoir central (Budget général)	0	-2 822 954 079 553	-2 827 154 056 518	-2 065 358 074 886
Endettement		2 822 954 079 553	2 827 154 056 518	2 065 358 074 886
Financement	0	2 133 086 458 058	1 964 202 965 337	841 347 525 224
Bons du Trésor		261 937 350 454	186 421 339 327	274 607 609 914
Emprunts projets		828 231 774 271	687 896 150 455	566 739 915 309
Emprunts programmes		1 042 917 333 333	1 089 885 475 556	
Financement à rechercher (Ecart-fuite)		-689 867 621 495	-862 951 091 181	-1 224 010 549 662
Solde Provinces	0	0	0	0
Solde ETD	0	0	0	0
Ratio Ecart-fuite/PIB (%)	-	-0,6	-0,6	-0,8

Source : Projections budgétaires 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, Juin 2021

Le financement de ces soldes appellerait à une levée de fonds, tant sur le marché financier local qu'extérieur, afin de couvrir l'ensemble de politiques publiques préconisées sur la période. Le Gouvernement veillera que ces emprunts soient contractés à des conditions favorables, en termes notamment de taux d'intérêt afin de préserver le caractère solvable de l'Etat, tout en veillant à ce que le stock de la dette reste dans les limites acceptables. Au 31 décembre 2019, il se situait à **5,6 milliards de dollars américains**.

En ce qui concerne le financement intérieur des gaps dégagés, le Gouvernement poursuivra sa politique d'émission des titres de dette à court terme sur le marché domestique dans le cadre de bons du Trésor. Les projections y relatives, en référence aux souscriptions antérieures, les situent à **261,9 milliards de FC** en 2022, à **186,4 milliards de FC** en 2023 et à **274,6 milliards de FC** en 2024.

Le Gouvernement envisage également lever des fonds au titre d'emprunts projets auprès de ses partenaires multi et bilatéraux, notamment la BAD et la BM. Selon le plan de décaissement renseigné par la Cellule de Suivi des Programmes et Projets (CSPP), les projets restants à financer par la BAD et la BM en termes de prêt de 2022 à 2024 se situent à **2.082,9 milliards de FC**.

En perspective de la conclusion d'un programme triennal formel avec le FMI, le Gouvernement attend de ce dernier un appui budgétaire dont l'impact pour les années 2022 et 2023 est pris en compte pour le financement des gaps dégagés par le présent CBMT 2022-2024.

Le tableau 16 ci-dessous en donne plus de détail.

CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2022-2024 ainsi défini reflète l'activité économique du pays traduite dans le cadrage macroéconomique de la même période et les objectifs de politiques publiques définies par le Gouvernement dans son Programme d'actions.

L'évolution des dépenses et des recettes dégage un solde négatif global de **7.715,5 milliards de FC** imputable au Pouvoir central entre 2022 et 2023. Le niveau de l'endettement résultant de ces soldes reste maintenu dans la fourchette des critères de convergence macro-économique de la SADC et garantit la soutenabilité budgétaire.

Aussi, les enveloppes sectorielles produites par le CDMT, sur base de la contrainte fixée par le CBMT devront servir de plafond à ces derniers dans la finalisation de leurs CDMT pour la période 2022-2024.

ANNEXES

SOB 2022 - BUDGET

**ANNEXE I : DECLARATION DES RISQUES
BUDGETAIRES (DRB 2022-2024)**

DECLARATION SUR LES RISQUES BUDGETAIRES (DRB) 2022-2024

0. Introduction

La programmation budgétaire 2022-2024 peut être perturbée, tant en recettes qu'en dépenses, du fait de certains événements aléatoires qui peuvent survenir. Ces facteurs peuvent être d'origine externe ou interne au Pays. Cette annexe présente l'analyse de ces quelques facteurs de risques identifiés et leurs canaux de transmission dans les finances publiques. Ils sont d'ordre macroéconomique, spécifique (sanitaire, humanitaire, sécuritaire, partenariat public privé...) et institutionnel.

1. Risques macro-économiques

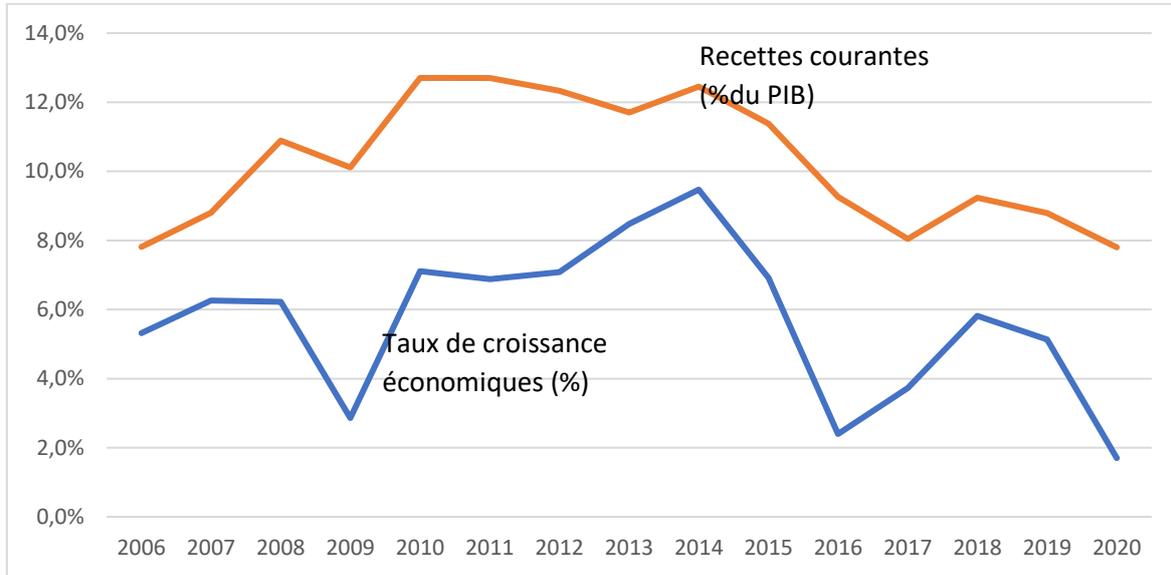
1.1 Risque lié à la baisse du taux de croissance économique

La baisse du taux de croissance économique est parmi les risques macroéconomiques le plus important, vu sa grande influence sur les recettes et les dépenses publiques. L'histoire économique de la RDC renseigne que les chocs que la croissance économique a connus résultent notamment de la baisse des cours des produits miniers et la survenue de la pandémie liée à la Covid-19 avec ses conséquences sur le commerce extérieur et les recettes propres. Les produits miniers constituent la quasi-totalité des exportations et une source significative des recettes publiques (43% en 2019, selon le FMI¹).

Ainsi, comme l'indique le graphique 1 ci-dessous, la croissance économique du Pays a connu des chocs négatifs en 2009, 2016 et en 2020 qui ont d'ailleurs conduit à la rectification des lois de finances pour les deux dernières années.

¹ Rapport d'assistance technique sur le CBMT et RB, mars 2021

Graphique 1 : Evolution des taux de croissance économique et des recettes courantes de la RDC de 2006 à 2020



Source : DGPPB, sur base des données du CPCM et TOFE

a) Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité des recettes et des dépenses publiques projetées sur la période 2022-2024 par rapport au risque de la baisse du taux de croissance économique est faite grâce à un modèle beaucoup plus simple mais qui sera approfondi par le modèle de cadrage macro-budgétaire (MCMB).

La méthodologie est assise sur trois étapes : (i) simuler le choc des taux de croissance économique, (ii) déterminer les niveaux des recettes et des dépenses après le choc des taux de croissance économique (iii) déterminer l'impact du choc par comparaison des recettes et des dépenses obtenues après le choc avec celles projetées au cours de la période 2022-2024.

La simulation du choc a consisté à soustraire un écart-type des taux de croissance économique observés sur la série aux taux de croissance projetés sur la période 2022-2024.

L'exercice donne des résultats repris au tableau 1 suivant. Ce dernier renseigne ce qui suit :

- Le choc à observer sur les taux de croissance économique postulés en 2022-2024, situeraient ces derniers à **3,4%** en 2022, à **4,4%** en 2023 et à **4,6%** en 2024 ;
- Ces chocs baisseraient les recettes projetées en 2022, 2023 et 2024 respectivement de **3,9** ; **3,3** et de **3,2** points de pourcentage ;
- Ces chocs baisseraient les dépenses projetées en 2022, 2023 et 2024 respectivement de **5,4** ; **4,2** et de **3,9** points de pourcentage.

Tableau 1 : Choc négatif sur les taux de croissance économique et analyse de sensibilité sur le CBMT 2022-2024

Variables	CBMT 2022-2024			Choc			Impact du choc sur le CBMT 2022-2024			
	Années	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Taux de croissance PIB (%)	5,6	6,6	6,8	3,4	4,4	4,6				
Recettes (% du PIB)	9,9	9,9	9,8	6,0	6,6	6,6	-3,9	-3,3	-3,2	
Dépenses (% du PIB)	13,6	12,6	11,9	8,2	8,4	8,0	-5,4	-4,2	-3,9	
Solde (% du PIB)	-3,7	-2,7	-2,1	-2,2	-1,8	-1,4				
Ecart type	2,2%									

Source : DGPB, sur base du CBMT 2022-2024, TOFE et notes de cadrage

b) Mesures d'atténuation du risque

La mobilisation des recettes courantes est très volatile au taux de croissance économique. Celui-ci est fortement tributaire du secteur minier dont la détermination des cours est un facteur exogène à l'économie congolaise. Dans ce contexte, la diversification de l'économie reste le palliatif idéal pour réduire l'influence du taux de croissance économique sur les recettes publiques.

1.2 Risque lié au taux de change

La volatilité du taux de change constitue un risque important sur le service de la dette qui est libellé généralement en dollar américain. Les services de la dette publique à exécuter au cours de la période 2022-2024 pourraient connaître des variations importantes par rapport à ceux prévus dans le CBMT du fait de la dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain.

a) Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité du service de la dette aux variations des taux de change est faite en trois étapes : (i) déterminer des chocs des taux de change projetés par le CPCM par la différence entre ces deniers et 1 écart type des taux de change de trois dernières années (2018-2020), (ii) recalculer les services de la dette de 2022 à 2024 au regard des taux de change obtenus après le choc et (iii) déterminer l'impact du choc des taux de change par comparaison des services de la dette obtenus après les chocs des taux de change et ceux initialement prévus dans le CBMT 2022-2024.

Ainsi, les résultats repris au tableau 2 ci-dessous sont obtenus. Il indique que :

- Après les chocs des taux de change prévus entre 2022-2024, ces derniers connaîtraient une variation de **9,34%**, **8,94%** et **8,52%** respectivement en 2022, 2023 et 2024 ;
- Ces chocs pourraient accroître les services de la dette initialement prévus dans le CBMT de **60,6 milliards de FC** en 2022 ; **53,3 milliards de FC** en 2023 et **53,2 milliards de FC** en 2024.

Tableau 2 : Analyse de sensibilité du service de la dette du 2022-2024 aux taux de change

	2022	2023	2024
DP extérieure (usd)	311 480 000	273 900 000	273 260 000
Taux de change	2 085,83	2 179,77	2 285,21
Valeur (en FC)	649 695 781 973	597 039 263 509	624 456 316 029
Choc	2 280,61	2 374,55	2 479,99
Variation (%)	9,34	8,94	8,52
Valeur (en FC)	710 365 497 787	650 389 190 186	677 681 584 243
Impact	60 669 715 814	53 349 926 677	53 225 268 214
Ecart type	194,78		

b) Mesures d'atténuation du risque

Le respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement de la République et la Banque Centrale du Congo en août 2020 devra permettre la stabilité du niveau général des prix et du taux de change. En outre, la croissance de la production permettra de réduire les importations et en conséquence réduire la forte demande du dollar

américain. Ce qui contribuerait à la stabilisation du dollar américain par rapport au Franc congolais.

1.3 Risque de taux d'intérêt

La variation du taux d'intérêt constitue un risque sur le coût du service de la dette. Elle pourrait entraîner une augmentation potentielle des charges d'intérêts par rapport aux montants budgétisés dans le CBMT 2022-2024. Ce risque concerne donc l'exposition du portefeuille de la dette aux changements de taux d'intérêt du marché.

La maîtrise de l'exposition à ce risque devra passer par la préférence à l'endettement aux taux d'intérêts fixes qu'à celui aux taux variables.

En outre, le risque d'augmentation de taux d'intérêt peut être dû au durcissement des conditions financières dans le contexte de la résurgence de la COVID-19 dans sa 3^{ème} vague. Les opérateurs économiques pourraient être réticents à prêter le Gouvernement dans le cadre de bons du Trésor ou le cas échéant, augmenter les taux d'intérêt. Cela pourrait occasionner un faible niveau de recouvrement des bons du trésor programmés dans le CBMT 2022-2024.

L'atténuation de ce risque dans ce cas consisterait à élargir l'adjudication des BT sur l'ensemble du territoire national, en incluant le plus possible d'opérateurs économiques.

1.4 Risque lié à la baisse des cours des produits miniers et pétroliers

L'activité minière et pétrolière est une source importante des recettes publiques. La baisse de leurs cours influence grandement les recettes du Pays. Actuellement, les cours de ces produits se comportent bien sur le marché international. Toutefois, le risque de leur baisse s'avère quand même important. La diversification de l'économie reste une mesure d'atténuation de la vulnérabilité des recettes publiques face aux variations des cours.

2. Risques spécifiques

2.1 Risques liés aux catastrophes naturelles

La non maîtrise des effets de l'éruption volcanique à Goma pourrait exercer une pression sur les dépenses exceptionnelles positionnées au Ministère de l'Action Humanitaire au cours de la période 2022-2024 et même sur les autres dépenses au regard de ses effets collatéraux, notamment les dépenses dans le secteur de la Santé.

Le décaissement des frais de fonctionnement alignés permettrait aux structures de gestion du volcan de prendre des mesures de surveillance nécessaires pour la maîtrise de l'éruption et en conséquence de ce risque. Le dégazage du lac Kivu dans le meilleur délai permettrait également d'anticiper sur les effets de l'éruption volcanique et mettre à l'abri les dépenses projetées sur la même période.

2.2 Risques sanitaires liés à la résurgence de la Covid-19

Le premier risque sanitaire est la pandémie liée à la Covid-19. Apparue à fin 2019 en Chine et en mars 2020 en RDC, cette pandémie a entraîné une récession de l'activité économique nationale de **1,7%** et une révision à la baisse des prévisions des recettes courantes de **54%** par rapport à celles initialement projetées. Une reprise a été postulée en 2021 et sur le moyen terme où la croissance économique devrait se situer à **6,8%** en 2024 avec un accroissement significatif des recettes courantes.

Cependant, cette embellie attendue risque d'être annihilée du fait de la résurgence de la Covid-19 dans sa 3^{ème} vague qui s'avère être plus virulente que les précédents épisodes.

Les mesures de ripostes qui pourraient être prises comme lors des précédents épisodes, notamment le confinement des populations, la fermeture de certaines activités économiques et la fermeture des frontières risquent de replonger l'activité économique du Pays dans une récession et impacter négativement la mobilisation des recettes projetées au cours de la période 2022-2024.

Dans ce contexte, le renforcement des gestes barrières et la prise de vaccins restent les seuls moyens d'anticiper sur cette situation.

2.3 Risques sanitaires liés à la propagation du Choléra

Le deuxième risque sanitaire est la propagation du Choléra dans la ville de Goma et dans ses environs de suite des conditions de vie des déplacés en rapport avec l'éruption volcanique. Ceci pourra bousculer les dépenses exceptionnelles positionnées au Ministère de l'Action Humanitaire. Les mesures d'atténuation envisagées sur le risque lié aux catastrophes naturelles devront conduire à stopper la propagation du choléra.

2.4 Risques sécuritaires

La partie Est du Pays est dans une situation d'insécurité depuis près de 20 ans. Malgré le succès enregistré par l'Etat de siège décrété par le Président de la République, cette partie du Pays reste vulnérable face à certains groupes armés encore présents. La persistance de ces derniers risque d'entraîner une pression sur les dépenses sécuritaires (exceptionnelles et d'intervention) et évincer d'autres natures des dépenses.

Les mesures d'atténuation devront consister à :

- la promotion du dialogue social ;
- l'établissement, en soutien à l'Administration militaire, de la justice militaire dans les zones en proie à l'instabilité et aux conflits ;
- l'implication davantage des autorités coutumières et des communautés des zones concernées par le processus de pacification ;
- le recours aux instruments de justice transitionnelle pour bâtir le chemin de la réconciliation nationale et de la paix ;
- la mise en œuvre des engagements de pacification régionaux et sous-régionaux.

2.5 Risques budgétaires

2.5.1 Risque lié à l'évolution de la masse salariale

L'évolution récente de l'enveloppe de rémunération indique que celle-ci a représenté **38%** des recettes courantes en 2018 pour atteindre **51%** en 2019 et passer à **67%**

en 2020. La poursuite de cette tendance ascendante risquerait d'évincer la politique budgétaire sur la période 2022-2024 du reste, centrée sur les investissements dans les secteurs sociaux et porteurs de croissance.

La maîtrise du risque lié à l'évolution de la masse salariale passerait par la nécessité de ne pas autoriser les nouveaux barèmes en cours d'exécution du budget et par l'assainissement du fichier de la paie qui devra dégager des marges à affecter notamment dans les investissements publics.

2.5.2 Risque lié à la non mise en œuvre de la politique fiscale

L'atteinte du niveau des recettes courantes projetées sur la période 2022-2024 est tributaire de la mise en œuvre sans faille des mesures de politique fiscale déclinées qui portent sur les réformes fiscales et sur l'élargissement de l'assiette fiscale. L'évolution budgétaire récente renseigne une faible mise en œuvre de ces politiques, ce qui est l'une des causes qui entament la crédibilité du budget. La principale mesure devant atténuer ce risque reste le suivi régulier et l'évaluation à mi-parcours du niveau de mise en œuvre des politiques fiscales par les régions et la DGPPB.

2.5.3 Risque lié au non ou faible exécution des recettes extérieures

Le non-respect des engagements des PTF en termes de dons ou d'emprunts ainsi que la faible maîtrise des procédures et calendrier de décaissement de fonds des PTF contribueraient à un faible captage des recettes extérieures projetées au cours de la période 2022-2024. Cette situation va entraîner une faible exécution des projets d'investissement sur ressources extérieures et entamer la crédibilité du budget. Les mesures d'atténuation de ce risque devront consister à :

- renforcer le contact entre la PGAI et les PTF à travers le cadre de concertation ad hoc ;
- renforcer le cadre de dialogue PTF-Gouvernement à travers les groupes thématiques ;
- exhorter les secteurs bénéficiant des ressources extérieures de communiquer (à la PGAI et au CSPP) de façon permanente les informations liées au décaissement qu'ils bénéficient.

2.6 Risque lié au Partenariat-Public Privé (PPP)

Le Gouvernement de la République a signé plusieurs contrats dans le cadre de PPP ces deux dernières années, notamment le projet « TSHILEJELU » centré sur la construction de plusieurs kilomètres de route.

Des contrats signés par le Gouvernement dans le cadre de PPP engendrent pour ce dernier des engagements financiers de deux ordres :

- (i) les engagements explicites et directs, qui se traduisent par des flux déterminés ou déterminables (notamment les garanties) et ;
- (ii) les engagements contingents qui ne se concrétisent qu'à la survenance d'un évènement déterminé. Ils comprennent notamment les compensations dues par le Gouvernement au partenaire privé dans le cas où cet évènement conduit à un déséquilibre financier du projet.

Les premiers engagements constituent un risque dans la mesure où ils peuvent varier positivement par rapport aux prévisions faites dans les contrats, du fait qu'ils dépendent également des facteurs exogènes aux PPP.

Ces engagements (explicites) n'ont pas été reflétés dans la programmation budgétaire 2022-2024, moins encore le risque y lié. Cela pourrait exercer une pression sur certaines dépenses, notamment exceptionnelles. L'atténuation de ce risque passerait par la publication des contrats PPP afin de leur analyse et la prise en compte de leur impact financier dans la programmation budgétaire.

2.7 Risque lié aux entreprises publiques

Les entreprises publiques sont des entreprises sur lesquelles l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

Le fonctionnement courant de ces entreprises peut engendrer une influence sur les finances du Pays. En recettes, elles contribuent au paiement de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt sur les bénéfices et profits résultant de leurs activités d'exploitation et des dividendes. Elles versent aussi les impôts indirects au titre notamment de leur transaction et du commerce extérieur qu'elles effectuent.

En dépenses, certaines d'entre elles peuvent bénéficier de la subvention d'équilibre pour financer leurs besoins en fonds de roulement. C'est le cas de la MIBA qui a obtenu récemment un financement pour sa relance.

Ainsi, les activités de ces entreprises requièrent une surveillance des risques pour ne pas perturber la programmation budgétaire 2022-2024. Selon le FMI, trois entreprises présentent des risques élevés (SONAHYDROC, REGIDESO et la RVA) et une, un risque moyen (SNEL), au regard de leurs indicateurs de liquidité, de solvabilité et de rentabilité.

Cependant, la programmation budgétaire 2022-2024 n'a pas pris en compte l'impact des risques que peuvent avoir ces entreprises sur les recettes (de participation) et sur les dépenses de transfert. Elle reste donc vulnérable aux chocs qu'elles pourraient subir. L'analyse de la performance des entreprises publiques à travers leurs états financiers certifiés pourra atténuer ce risque.

3. Risques institutionnels

3.1 Risque de non conclusion d'un programme formel

La RDC attend conclure un programme formel avec le FMI, ce qui devra permettre l'obtention des capitaux au titre de don et d'emprunt programme pour le financement sur trois ans notamment des éventuels déficits budgétaires.

Le processus y relatif évolue bon train depuis la dernière mission du FMI en RDC. La signature du programme pourra intervenir au mois de juillet 2021. Le risque de cette non signature est donc faible. Mais au cas où elle n'interviendrait pas, cela va perturber la programmation budgétaire 2022-2024 qui prend déjà en compte les montants y relatifs.

3.2 Risque de non-respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la BCC

Le Gouvernement de la République et la Banque Centrale du Congo ont conclu le 18 août 2020 un pacte dans le but de stabiliser le niveau général des prix et le taux de change et d'éviter le recours aux avances de la BCC pour le financement des déficits budgétaires. Le non-respect de ce pacte aura un impact négatif sur les finances

publiques. C'est ainsi que les parties prenantes ne devront ménager aucun effort pour son respect.

3.3 Risque politique

Le manque de consensus dans la gestion des dossiers politiques et les manifestations de rue subséquentes impacteraient négativement l'activité économique, les recettes publiques et la mise en œuvre des investissements publics sur la période 2022-2024, surtout à l'approche des élections, comme le renseigne l'histoire politique récente de la RDC. L'évaluation de ce risque reste très élevée et le renforcement du dialogue social demeure la meilleure mesure de son atténuation.

4. Résumé des risques

Tableau 3 : Résumé des risques budgétaires 2022-2024

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risques macro-économiques				
Risque lié à la baisse du taux de croissance économique			*	- Politique de diversification de l'économie
Risque lié au taux de change		*		- Respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et BCC
Risque de taux d'intérêt		*		- la préférence à l'endettement aux taux d'intérêts fixes qu'à celui aux taux variables. - Elargir l'adjudication des BT en incluant le plus possible d'opérateurs économiques.
Risque lié à la baisse des cours des produits miniers et pétroliers			*	- Politique de diversification de l'économie
Risques spécifiques				
Risques liés aux catastrophes naturelles		*		- Le décaissement de frais de fonctionnement en faveur des structures de gestion du volcan - Le dégazage du lac Kivu
Risques sanitaires liés à la résurgence de la Covid-19			*	- Renforcement des gestes barrières

				- Prise de vaccins
Risques sanitaires liés à la propagation du Choléra			*	- Le décaissement de frais de fonctionnement en faveur des structures de gestion du volcan - Le dégazage du lac Kivu
Risque lié à l'évolution de la masse salariale		*		- Non autorisation des nouveaux barèmes en cours d'exécution du budget - L'assainissement du fichier de la paie
Risque lié à la non mise en œuvre de la politique fiscale			*	- le suivi et l'évaluation à mi-parcours du niveau de mise en œuvre des politiques fiscales par les régies et la DGPPB.
Risque lié au non ou faible exécution des recettes extérieures		*		- Renforcer le contact entre la PGAI et les PTF à travers le cadre de concertation ad hoc ; - Renforcer le cadre de dialogue PTF-Gouvernement à travers les groupes thématiques ; - Communication de façon permanente les informations liées au décaissement
Risque lié au Partenariat-Public Privé (PPP)			*	- Publication de tous les contrats PPP
Risque lié aux entreprises publiques		*		- L'analyse de la performance des entreprises publiques à travers leurs états financiers certifiés
Risques institutionnels				
Risque de non conclusion d'un programme formel	*			- Echanges réguliers entre le Gouvernement et les services du FMI
Risque de non-respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la BCC		*		- Echanges réguliers entre les parties prenantes
Risque politique			*	- Renforcement du dialogue social

Conclusion

Cette annexe a présenté une Déclaration des Risques Budgétaires (DRB) qui peuvent perturber la programmation budgétaire 2022-2024. Un effort a été fait pour quantifier quelques risques macro-économiques mais beaucoup reste encore à faire. C'est ainsi que les parties prenantes au processus budgétaire devront s'impliquer dans le cadre du SOB 2022 pour l'amélioration de cette déclaration des risques. Cette amélioration devra concerner notamment :

- les risques macro-économiques, par l'analyse de sensibilité grâce au modèle MCMB et la disponibilité d'une série de cours de prix des produits miniers et pétroliers ;
- les risques liés aux entreprises publiques, par l'analyse de leurs bilans et la détermination de leurs probabilités de faillite ;
- les risques liés aux PPP par la disponibilisation des contrats signés et leur analyse d'impact sur les finances publiques ;
- les risques liés aux taux d'intérêts dans le cadre de l'emprunt.

**ANNEXE II : CADRE DES DEPENSES CENTRAL A
MOYEN TERME (CDMT 2022-2024)**

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

	SECTION/RUBRIQUE	HISTORIQUES			PROJECTIONS		
		2019	2020	2021	2022	2023	2024
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	134 707 131 513	299 582 887 740	319 706 264 915	332 582 872 721	347 539 890 112	358 635 354 247
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	300 000 000	1 200 000 000	1 267 005 053	1 351 238 479	1 443 122 696
	Fonctionnement des Institutions	57 556 332 925	104 556 458 658	125 166 862 906	132 155 873 098	140 941 901 221	150 525 950 504
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 460 569 472	324 340 597	317 778 497	335 522 468	357 828 777	382 161 134
	Investissements sur Ressources Propres	9 885 605 488	1 980 261 902	14 223 688 697	15 017 904 538	16 016 329 568	17 105 439 979
	Rémunérations	59 829 014 626	191 110 486 634	174 800 453 472	179 585 876 682	184 371 299 892	184 371 299 892
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 765 058 335	508 313 090	1 815 860 505	1 917 253 696	2 044 717 156	2 183 757 922
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 210 550 667	803 026 859	2 181 620 838	2 303 437 187	2 456 575 019	2 623 622 121
11	PRIMATURE	46 811 339 050	56 783 724 164	78 905 242 010	87 452 120 718	97 538 948 864	100 023 010 236
	Fonctionnement des Institutions	20 394 730 792	28 991 425 806	32 952 510 252	33 658 331 920	35 896 015 679	38 336 944 745
	Investissements sur Ressources Propres	2 908 151 568	113 541 062	563 304 222	594 757 746	634 298 617	677 430 923
	Rémunérations	23 508 456 690	27 678 757 296	45 389 427 536	53 199 031 052	61 008 634 568	61 008 634 568
12	VICE-PRIMATURES	7 222 105 680	5 634 953 040	5 634 953 040	4 759 675 982	5 076 110 250	5 421 285 747
	Fonctionnement des Institutions	7 222 105 680	5 634 953 040	5 634 953 040	4 759 675 982	5 076 110 250	5 421 285 747
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	10 082 831 658	19 872 760 478	20 827 216 192	21 831 526 112	23 122 474 042	24 528 380 468
	Fonctionnement des Institutions	6 964 547 726	17 221 364 757	17 793 965 078	18 787 536 383	20 036 575 257	21 399 062 375
	Investissements sur Ressources Propres	1 300 000 000	56 968 045	192 318 901	203 057 516	216 557 249	231 283 142
	Rémunérations	1 818 283 932	2 594 427 676	2 840 932 213	2 840 932 213	2 869 341 535	2 898 034 950
16	ASSEMBLEE NATIONALE	192 864 653 482	254 101 347 682	355 476 633 020	372 353 096 354	392 098 964 894	413 119 081 191
	Fonctionnement des Institutions	102 020 830 294	157 413 601 562	194 346 532 901	205 198 365 947	218 840 427 943	233 721 577 044
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 000 000 000	526 042 773	3 515 399 808	3 711 691 099	3 958 452 908	4 227 627 706
	Investissements sur Ressources Propres	6 533 414 210	638 794 475	1 999 427 440	2 111 070 557	2 251 419 411	2 404 515 931
	Rémunérations	81 310 408 978	95 522 908 872	155 615 272 871	161 331 968 751	167 048 664 631	172 765 360 511
17	SÉNAT	63 034 229 571	104 665 916 063	126 718 990 672	130 888 601 230	136 650 754 519	142 894 207 976
	Fonctionnement des Institutions	32 899 458 672	70 686 609 345	72 315 979 011	76 353 925 658	81 430 111 243	86 967 358 808
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	800 000 000	101 208 359	99 160 699	104 697 589	111 658 127	119 250 879
	Investissements sur Ressources Propres	3 981 140 140	366 651 267	2 258 821 083	2 384 948 104	2 543 504 971	2 716 463 309
	Rémunérations	25 353 630 759	33 511 447 092	52 045 029 879	52 045 029 879	52 565 480 178	53 091 134 980
18	ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL	13 569 275 451	0	0	0	0	0
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	13 569 275 451					
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	266 437 695 977	312 000 000 000	351 000 000 000	370 598 977 879	395 237 255 132	422 113 388 481
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	12 997 695 977					
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	253 440 000 000	312 000 000 000	351 000 000 000	370 598 977 879	395 237 255 132	422 113 388 481
20	POUVOIR JUDICIAIRE	192 804 317 297	192 352 702 751	228 836 975 316	233 139 695 956	239 714 241 849	246 969 239 935
	Fonctionnement des Institutions	81 721 037 379	55 845 281 220	67 845 281 220	71 633 595 083	76 395 962 174	81 590 887 602

	Investissements sur Ressources Propres	10 371 406 000	712 645 333	4 148 557 375	4 662 964 153	4 906 711 587	5 382 668 564
	Rémunérations	100 711 873 918	135 794 776 198	156 843 136 721	156 843 136 721	158 411 568 088	159 995 683 769
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	76 829 773 806	59 770 465 676	104 286 902 502	106 723 664 436	109 786 967 864	113 128 506 341
	Fonctionnement des Institutions	6 056 813 694	18 879 206 348	43 379 206 348	45 801 394 683	48 846 377 341	52 167 931 000
	Investissements sur Ressources Propres	693 475 744	121 492 800	261 000 000	275 573 599	293 894 369	313 879 186
	Rémunérations	70 079 484 368	40 769 766 528	60 646 696 154	60 646 696 154	60 646 696 154	60 646 696 154
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	50 655 998 986	46 141 699 727	54 579 160 220	55 919 832 725	57 363 209 849	59 259 350 006
	Fonctionnement des Ministères	17 168 093 199	10 181 841 932	13 281 841 932	14 023 467 363	14 955 779 910	15 972 772 944
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	23 813 731	123 331 928	130 218 480	138 875 706	148 319 254
	Investissements sur Ressources Propres	2 538 663 616	99 262 916	477 053 136	1 069 213 658	1 164 651 677	1 623 316 227
	Rémunérations	30 849 242 171	35 836 781 148	40 696 933 224	40 696 933 224	41 103 902 556	41 514 941 582
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	17 310 059 495	13 397 508 917	14 541 873 770	15 046 834 041	15 668 152 491	16 384 756 443
	Fonctionnement des Ministères	11 447 868 406	6 255 414 403	7 755 414 403	8 188 457 695	8 732 845 302	9 326 678 783
	Investissements sur Ressources Propres	250 000 000	6 507 058	21 967 282	93 884 262	103 170 183	157 619 284
	Rémunérations	5 612 191 089	7 135 587 456	6 764 492 085	6 764 492 085	6 832 137 006	6 900 458 376
24	DECENTRALISATION	30 185 346 084	114 490 129 023	356 202 926 359	979 542 953 678	1 118 736 774 538	1 250 494 530 405
	Fonctionnement des Ministères	5 494 666 017	4 533 556 115	5 533 556 115	4 504 282 568	4 803 737 691	5 130 391 854
	Fonds de Péréquation		102 246 456 474	343 427 994 581	962 056 366 236	1 098 597 731 043	1 224 634 607 505
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 050 000 000	1 834 594 543	797 476 791	842 005 936	897 984 438	959 047 380
	Investissements sur Ressources Extérieures	13 917 429 205	1 916 086 024				
	Investissements sur Ressources Propres	1 200 000 000	156 828 376	529 438 228	6 214 231 226	8 439 596 286	13 756 841 782
	Rémunérations	8 218 166 084	3 744 417 940	5 706 588 548	5 706 588 548	5 763 654 433	5 763 654 433
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	305 084 778	58 189 551	207 872 096	219 479 163	234 070 646	249 987 450
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	787 807 155 719	592 385 186 438	648 377 184 243	698 917 430 436	713 609 083 068	778 450 783 107
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	533 333 250	2 133 333 000	2 252 453 075	2 402 201 365	2 565 551 058
	Fonctionnement des Ministères	81 653 581 383	56 442 357 483	61 442 357 483	64 873 147 811	69 186 064 730	73 890 717 132
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 355 410 000	1 922 640 063	1 883 740 963	1 988 924 432	2 121 152 728	2 265 391 114
	Investissements sur Ressources Extérieures	302 968 553 049	37 494 698 210	40 704 089 831	42 976 906 230	45 834 110 363	48 950 829 868
	Investissements sur Ressources Propres	20 400 000 000	5 585 864 719	30 304 613 609	67 341 939 226	73 296 452 669	128 607 432 865
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	10 775 605 590	1 481 660 500				
	Rémunérations	349 469 807 426	483 698 767 182	493 602 185 639	500 154 985 639	500 154 985 639	500 154 985 639
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	684 198 271	225 865 031	806 863 718	851 917 006	908 554 419	970 336 120
	Subventions aux Services Déconcentrés	17 500 000 000	5 000 000 000	17 500 000 000	18 477 157 017	19 705 561 153	21 045 539 312
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	2 212 825 270	1 159 231 440	1 274 998 299	1 346 191 072	1 435 688 969	1 533 315 819
	Fonctionnement des Ministères	1 712 825 270	1 144 177 472	1 144 177 472	1 208 065 532	1 288 380 523	1 375 990 398
	Investissements sur Ressources Propres	500 000 000	15 053 968	130 820 827	138 125 541	147 308 446	157 325 420
27	DEFENSE	581 999 349 762	574 933 493 977	611 112 156 538	650 098 658 893	671 936 930 654	723 631 079 162
	Fonctionnement des Ministères	145 536 716 633	121 973 936 073	133 173 936 073	140 610 041 564	149 958 122 361	160 155 274 681
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	600 000 000	476 958 737	467 308 847	493 402 225	526 204 746	561 986 669
	Investissements sur Ressources Extérieures			2 749 290 833	2 902 804 480	3 095 789 636	3 306 303 332
	Investissements sur Ressources Propres	10 556 375 000	3 384 715 174	17 442 136 703	48 812 926 542	56 504 534 988	93 136 712 768
	Rémunérations	425 306 258 129	449 097 883 993	457 279 484 082	457 279 484 082	461 852 278 923	466 470 801 712
28	ANCIENS COMBATTANTS	3 130 233 336	3 193 639 450	4 376 595 113	6 020 036 189	4 897 546 177	5 215 110 263
	Fonctionnement des Ministères	2 500 000 000	2 854 439 326	2 854 439 326	3 013 824 207	3 214 190 211	3 432 755 146
	Investissements sur Ressources Propres	425 000 000	76 405 308	1 258 088 617	2 142 144 812	1 416 648 124	1 512 980 197
	Rémunérations	205 233 336	262 794 816	264 067 170	264 067 170	266 707 842	269 374 920
29	ÉCONOMIE NATIONALE	19 418 212 438	29 316 070 771	21 637 621 600	22 026 869 099	22 662 865 620	23 344 773 966
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	100 005 000	400 020 000	422 356 134	450 435 347	481 064 951
	Fonctionnement des Ministères	4 531 580 878	2 974 366 247	3 974 366 247	4 196 285 096	4 475 263 836	4 779 581 777
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	397 495 485	239 453 303	252 823 787	269 632 097	287 967 080
	Investissements sur Ressources Extérieures	970 150 280	12 818 699 362				

	Investissements sur Ressources Propres	990 000 000	373 996 657	2 357 231 748	2 488 853 779	2 654 318 535	2 834 812 195
	Rémunérations	10 426 481 280	12 651 508 020	14 666 550 302	14 666 550 302	14 813 215 805	14 961 347 963
30	FINANCES	1 381 585 034 823	1 097 820 130 576	2 197 374 370 731	2 485 003 028 592	2 107 925 107 376	2 269 642 596 367
	Contrepartie des Projets	4 200 000 000	1 000 027 500	4 000 110 000	4 223 466 317	4 504 252 127	4 810 541 272
	Dette Publique	352 996 408 000	408 578 013 146	645 048 605 813	1 020 022 377 698	592 768 731 502	674 670 328 511
	Financement des Réformes	7 500 000 000	629 098 446	2 516 393 784	2 656 903 032	2 833 540 091	3 026 220 817
	Fonctionnement des Ministères	15 893 778 047	22 015 531 947	22 015 531 947	23 244 825 177	24 790 194 920	26 475 928 175
	Frais Financiers	255 487 462 000	31 971 331 053	269 665 507 725	273 017 797 372	267 889 432 827	274 267 911 054
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 699 800 000	2 398 794 500	3 150 130 087	3 326 025 614	3 547 147 490	3 788 353 519
	Investissements sur Ressources Extérieures	8 353 883 194	50 663 682 077	48 338 939 730	51 038 067 395	54 431 196 168	58 132 517 507
	Investissements sur Ressources Propres	3 836 223 478	533 321 902	4 435 348 005	4 683 006 944	4 994 344 077	5 333 959 474
	Rémunérations	104 386 377 679	202 798 691 057	215 502 749 098	291 714 823 116	342 926 897 133	367 926 897 133
	Rétrocession aux Régies Financières	394 701 654 744	348 164 541 736	514 294 408 316	651 433 513 646	728 945 979 049	810 558 214 307
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	558 887 065	221 037 363	789 617 712	833 708 026	889 134 864	949 596 034
	TVA Remboursable	227 970 560 616	28 846 059 849	467 617 028 514	158 808 514 257	79 404 257 128	39 702 128 564
31	BUDGET	380 956 722 215	461 488 155 071	524 442 538 809	628 762 224 033	708 956 119 089	842 689 969 622
	Charges Communes	116 369 580 722	163 542 894 479	172 952 410 324	182 609 648 114	194 749 959 900	207 992 957 173
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	65 000 000 000	60 000 000 000	65 000 000 000	68 629 440 348	73 192 084 284	78 169 146 015
	Financement des Réformes	9 500 000 000	682 340 465	5 831 061 860	6 863 557 841	6 958 134 226	7 668 455 001
	Fonctionnement des Ministères	16 327 739 776	16 689 520 049	19 623 385 103	20 719 106 728	22 096 560 867	23 599 127 006
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	1 522 713 470	1 997 905 636	2 109 463 779	2 249 705 811	2 402 685 806
	Investissements sur Ressources Extérieures		55 348 896 017	52 819 168 994	55 768 461 657	59 476 077 982	63 520 451 284
	Investissements sur Ressources Propres	13 846 688 376	3 657 782 483	24 440 481 452	25 805 177 906	27 520 765 821	29 392 177 897
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	158 662 010					
	Rémunérations	156 854 051 331	160 044 008 108	181 778 125 440	266 257 367 660	322 712 830 199	429 944 969 440
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 400 000 000					
32	PLAN	57 470 277 258	276 086 617 927	325 982 339 823	342 333 275 420	363 219 890 518	385 976 808 005
	Contrepartie des Projets	2 950 000 000	1 266 681 000	6 066 724 000	6 405 474 967	6 831 325 759	7 295 855 911
	Fonctionnement des Ministères	8 609 285 917	10 941 248 923	10 941 248 923	11 552 181 389	12 320 197 128	13 157 970 533
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 450 000 005	6 415 489 949	4 619 203 291	4 877 128 257	5 201 371 025	5 555 064 254
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 232 140 945	230 897 287 357	248 053 355 717	261 904 045 836	279 316 032 592	298 309 522 808
	Investissements sur Ressources Propres	14 523 909 000	3 088 731 552	19 887 829 399	20 998 316 944	22 394 333 624	23 917 148 311
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	105 938 348	81 016 924	194 791 763	205 668 457	219 341 771	234 257 012
	Rémunérations	20 097 200 651	22 537 522 448	33 151 844 797	33 151 844 797	33 483 363 245	33 818 196 877
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 501 802 392	858 639 774	3 067 341 933	3 238 614 773	3 453 925 374	3 688 792 299
33	RECONSTRUCTION	2 956 283 834	2 684 348 184	2 721 527 095	23 895 621 611	33 153 354 748	38 608 798 311
	Fonctionnement des Ministères	1 754 157 869	2 288 354 965	2 288 354 965	2 416 131 086	2 576 761 069	2 751 980 821
	Investissements sur Ressources Propres	900 000 000	10 645 487	45 938 189	9 945 156 584	7 895 159 738	13 175 383 549
	Rémunérations	302 125 965	385 347 732	387 233 941	11 534 333 941	22 681 433 941	22 681 433 941
34	JUSTICE	60 509 630 420	24 153 943 099	26 054 603 705	26 750 116 099	27 760 445 047	28 851 549 051
	Fonctionnement des Ministères	14 713 050 739	8 547 511 573	8 547 511 573	9 024 783 625	9 624 772 115	10 279 256 619
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	777 871 609	127 583 636	325 002 346	343 149 679	365 963 063	390 848 551
	Investissements sur Ressources Extérieures		2 236 579 516	2 133 952 330	2 253 106 987	2 402 898 751	2 566 295 866
	Investissements sur Ressources Propres	14 305 500 000	373 751 257	1 261 749 999	1 332 203 020	1 420 770 958	1 517 383 383
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	11 116 191 062					
	Rémunérations	19 321 416 451	12 815 951 148	13 598 604 634	13 598 604 634	13 734 590 680	13 871 936 587
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	275 600 559	52 565 969	187 782 823	198 268 155	211 449 480	225 828 045
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	2 998 754 473	1 915 073 423	2 617 271 330	2 706 758 921	2 819 255 607	2 941 970 191
	Fonctionnement des Ministères	2 400 000 000	1 559 683 323	1 559 683 323	1 646 772 209	1 756 253 434	1 875 678 668
	Investissements sur Ressources Propres	491 947 623	6 800 728	42 958 635	48 357 340	48 372 801	51 662 151
	Rémunérations	106 806 850	348 589 372	1 014 629 372	1 014 629 372	1 014 629 372	1 014 629 372

36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	6 814 248 596	7 288 638 446	7 842 756 229	7 995 297 356	8 238 168 761	8 498 968 749
	Fonctionnement des Ministères	3 517 747 417	2 180 724 448	2 680 724 448	2 830 409 517	3 018 581 688	3 223 845 243
	Investissements sur Ressources Propres	700 000 000	9 226 978	51 149 432	54 005 491	57 595 901	61 512 422
	Rémunérations	2 596 501 179	5 098 687 020	5 110 882 349	5 110 882 349	5 161 991 172	5 213 611 084
37	SANTE	1 026 733 945 622	939 390 719 118	1 477 668 042 748	1 607 540 951 345	1 685 358 302 762	1 834 133 783 126
	Contrepartie des Projets	13 000 000 000	3 466 680 000	14 866 720 000	15 696 841 129	16 740 403 435	17 878 750 868
	Fonctionnement des Ministères	28 902 495 476	53 448 624 239	53 448 624 239	56 433 064 137	60 184 864 771	64 277 435 576
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	23 479 211 702	8 894 174 659	10 362 915 513	10 941 555 262	11 668 975 164	12 462 465 475
	Investissements sur Ressources Extérieures	366 099 315 193	366 806 733 185	751 274 914 870	793 224 260 847	845 959 644 451	903 484 900 274
	Investissements sur Ressources Propres	53 321 762 196	14 868 196 797	76 458 549 181	80 727 806 771	86 094 778 090	91 949 223 000
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	149 921 986 923	27 747 840 771	86 715 082 778	160 833 613 248	172 156 566 517	248 605 273 318
	Rémunérations	383 893 934 217	462 334 553 810	478 058 309 786	482 838 892 884	485 253 087 348	487 679 352 785
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	6 401 323 165	1 201 301 029	4 791 439 936	5 058 982 173	5 395 315 010	5 762 196 430
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 713 916 750	622 614 628	1 691 486 445	1 785 934 893	1 904 667 976	2 034 185 398
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	1 202 510 563 493	1 915 237 779 633	2 458 739 850 593	2 612 083 248 084	2 676 738 733 876	2 829 385 102 236
	Contrepartie des Projets	6 600 000 000	333 360 000	1 333 440 000	1 407 896 014	1 501 496 198	1 603 597 939
	Financement des Réformes	4 000 000 000	3 397 879 302	13 591 517 208	14 350 434 146	15 304 484 200	16 345 189 126
	Fonctionnement des Ministères	105 536 311 490	81 637 771 339	81 108 224 868	85 637 108 928	91 330 462 010	97 540 933 426
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 400 000 000	2 048 630 572	2 007 182 415	2 119 258 551	2 260 151 761	2 413 842 081
	Investissements sur Ressources Extérieures	35 299 224 225	263 515 994 928	412 076 976 633	435 086 342 871	464 011 889 309	495 564 697 782
	Investissements sur Ressources Propres	25 919 519 829	11 355 580 874	189 768 596 956	200 364 809 371	213 685 525 274	228 216 140 992
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	124 903 006 049	21 037 168 763	75 580 384 510	173 111 910 268	188 639 237 121	287 695 212 886
	Rémunérations	894 852 501 900	1 531 911 393 855	1 683 273 528 003	1 700 005 488 003	1 700 005 488 003	1 700 005 488 003
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	344 426 833 370	292 332 218 905	340 051 313 932	410 268 732 774	413 545 069 889	483 473 314 488
	Bourse d'Études	5 000 000 000	1 000 000 000	8 221 518 450	8 680 587 847	9 257 693 405	9 887 216 557
	Contrepartie des Projets		166 680 000	666 720 000	703 948 007	750 748 099	801 798 970
	Fonctionnement des Ministères	7 395 837 038	9 690 216 158	10 190 216 158	10 759 212 799	11 474 510 152	12 254 776 843
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 598 345 472	4 904 473 157	5 305 245 229	5 601 477 092	5 973 876 245	6 380 099 830
	Investissements sur Ressources Propres	18 402 693 322	520 884 962	2 058 459 906	70 743 068 678	68 987 062 707	133 676 890 302
	Rémunérations	300 527 857 538	275 191 268 092	310 541 609 485	310 541 609 485	313 647 025 580	316 783 495 836
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 502 100 000	858 696 536	3 067 544 704	3 238 828 866	3 454 153 700	3 689 036 152
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	56 476 142 024	62 411 663 247	80 241 668 118	154 474 567 715	165 438 601 068	229 693 932 028
	Contrepartie des Projets	1 650 000 000	432 055 125	1 728 220 500	1 824 720 088	1 946 031 700	2 078 361 856
	Fonctionnement des Ministères	4 104 079 595	5 355 119 457	5 355 119 457	5 654 136 174	6 030 036 225	6 440 078 689
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 991 940 920	9 303 374 977	9 450 609 231	9 978 308 038	10 641 689 036	11 365 323 891
	Investissements sur Ressources Extérieures		7 880 045 400	7 518 463 405	7 938 275 935	8 466 030 880	9 041 720 980
	Investissements sur Ressources Propres	5 304 666 036	2 322 255 267	13 031 594 505	76 673 685 693	85 264 880 062	146 873 206 620
	Rémunérations	33 897 516 104	35 942 654 040	38 956 036 695	47 969 209 079	48 358 769 446	48 842 357 140
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	5 527 939 369	1 176 158 981	4 201 624 325	4 436 232 707	4 731 163 719	5 052 882 852
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	346 331 282 188	276 913 402 262	321 163 884 804	383 782 988 612	444 773 074 970	511 981 964 899
	Contrepartie des Projets		166 680 000	2 666 720 000	2 815 623 095	3 002 812 231	3 207 003 462
	Fonctionnement des Ministères	7 415 594 854	4 871 512 632	4 871 512 632	5 143 525 932	5 485 479 433	5 858 492 035
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 552 230 970	905 066 639	2 931 777 534	3 095 480 791	3 301 275 513	3 525 762 248
	Investissements sur Ressources Extérieures	47 016 204 516	148 186 471 450	144 751 192 872	152 833 743 946	162 994 484 751	174 078 109 715
	Investissements sur Ressources Propres	56 828 608 462	24 529 709 020	23 177 909 403	32 954 952 637	37 864 217 005	47 554 013 184
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	175 390 937 783	28 955 735 655	69 619 265 780	73 506 634 583	78 393 525 673	83 724 285 419
	Rémunérations	56 877 748 744	69 059 819 540	72 398 017 069	112 643 800 135	152 889 583 202	193 135 366 268
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 249 956 859	238 407 326	747 489 514	789 227 492	841 697 162	898 932 569
43	URBANISME ET HABITAT	21 797 917 219	33 283 448 310	34 671 148 005	61 172 711 423	70 819 705 536	99 079 184 196
	Fonctionnement des Ministères	4 500 000 000	3 004 894 135	3 004 894 135	3 383 607 043	3 383 607 151	3 613 692 437
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 525 000 000	1 206 874 802	2 582 457 155	2 726 655 220	2 907 929 565	3 105 668 776

	Investissements sur Ressources Extérieures		24 691 722 462	23 558 723 626	24 874 184 889	26 527 878 235	28 331 773 955
	Investissements sur Ressources Propres	6 607 000 000	431 072 727	1 555 262 030	15 780 180 212	12 732 079 527	28 110 637 970
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	669 081 071					
	Rémunérations	3 496 836 148	3 948 884 184	3 969 811 059	14 619 011 059	25 268 211 059	35 917 411 059
44	AGRICULTURE	339 402 422 291	186 636 702 060	285 827 538 487	299 470 449 434	316 218 308 849	345 088 772 424
	Contrepartie des Projets	2 759 000 000	471 987 900	1 887 951 600	1 993 370 180	2 125 894 040	2 270 454 835
	Fonctionnement des Ministères	20 000 000 000	30 352 488 045	30 352 488 045	32 047 296 426	34 177 874 819	36 501 970 306
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 400 000 000	3 057 657 571	11 016 288 345	11 631 410 828	12 404 693 924	13 248 213 111
	Investissements sur Ressources Extérieures	217 044 673 813	81 872 074 455	90 471 152 506	95 522 839 448	101 873 418 761	108 800 811 237
	Investissements sur Ressources Propres	24 904 000 000	18 481 854 756	48 144 152 088	51 115 164 813	54 447 161 993	58 291 869 597
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	24 122 708 818	4 771 604 689	56 472 532 381	59 625 819 882	63 589 882 304	67 913 994 300
	Rémunérations	40 816 439 660	47 370 477 744	46 559 323 763	46 559 323 763	46 559 323 763	56 950 675 763
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 355 600 000	258 556 900	923 649 759	975 224 093	1 040 059 246	1 110 783 275
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	214 963 520 265	100 570 354 446	225 404 593 025	324 310 418 793	323 228 663 090	392 728 849 557
	Contrepartie des Projets	2 000 000 000	680 013 750	4 720 055 000	4 983 611 278	5 314 933 283	5 676 348 746
	Fonctionnement des Ministères	11 200 000 000	16 094 782 776	16 094 782 776	16 993 475 914	18 123 241 500	19 355 621 921
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 766 600 000	3 898 659 385	6 148 144 435	6 491 441 719	6 923 007 780	7 393 772 309
	Investissements sur Ressources Extérieures		3 413 181 922	4 290 465 422	4 530 034 473	4 831 201 643	5 159 723 355
	Investissements sur Ressources Propres	27 595 899 001	23 913 717 272	51 982 643 987	54 885 227 148	58 534 124 000	62 514 444 432
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	145 916 900 521	36 552 204 378	122 883 715 379	215 280 601 053	208 177 547 487	271 109 531 046
	Rémunérations	17 484 120 743	15 445 597 632	16 740 170 130	18 459 896 362	18 459 896 362	18 459 896 362
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 000 000 000	572 197 331	2 544 075 896	2 686 130 845	2 864 711 037	3 059 511 387
46	INDUSTRIE	13 572 326 978	51 626 710 368	57 808 453 852	73 961 286 287	85 589 361 375	99 747 647 624
	Contrepartie des Projets	900 000 000	100 005 000	400 020 000	422 356 134	450 435 347	481 064 951
	Fonctionnement des Ministères	3 045 419 023	2 288 354 968	2 288 354 968	2 416 131 089	2 576 761 072	2 751 980 825
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 078 834 319	1 528 828 785	1 068 838 896	1 128 520 235	1 203 546 870	1 285 388 057
	Investissements sur Ressources Extérieures	262 170 000	29 609 162 456	28 250 523 072	29 827 962 892	31 810 994 858	33 974 142 508
	Investissements sur Ressources Propres	1 802 487 982	13 270 731 880	19 007 686 227	22 896 643 974	21 795 435 783	23 017 759 735
	Rémunérations	4 882 919 334	4 715 093 148	6 383 877 335	16 837 672 492	27 291 467 648	37 745 262 805
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	600 496 320	114 534 131	409 153 354	431 999 472	460 719 796	492 048 743
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	26 657 884 110	21 413 009 394	25 241 460 181	26 260 067 939	27 610 571 802	29 078 082 538
	Contrepartie des Projets	3 000 000 000	500 040 000	3 500 160 000	3 695 600 337	3 941 292 396	4 209 300 279
	Fonctionnement des Ministères	6 100 000 000	3 952 080 638	3 952 080 638	4 172 755 114	4 450 169 525	4 752 781 053
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 446 209 000	1 422 935 277	1 319 911 250	1 393 611 852	1 486 262 392	1 587 328 234
	Investissements sur Ressources Extérieures		8 486 830 722	8 097 405 912	8 549 545 169	9 117 938 708	9 737 958 540
	Investissements sur Ressources Propres	2 331 954 382	80 803 307	1 372 787 561	1 449 440 647	1 545 802 813	1 650 917 405
	Rémunérations	7 779 720 728	6 970 319 450	6 999 114 820	6 999 114 820	7 069 105 968	7 139 797 028
48	MINES	52 330 333 832	23 532 130 109	30 416 788 093	32 515 596 600	34 005 546 659	36 233 544 011
	Fonctionnement des Ministères	5 890 000 000	4 232 951 991	4 732 951 991	4 997 228 405	5 329 455 708	5 691 858 696
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	300 000 000	733 837 816	1 218 990 716	1 287 056 164	1 372 622 634	1 465 960 973
	Investissements sur Ressources Extérieures	10 627 166 028	9 815 785 328	9 365 380 405	9 888 320 244	10 545 718 645	11 262 827 513
	Investissements sur Ressources Propres	21 152 675 000	385 783 261	2 302 368 942	3 137 831 377	2 984 712 849	3 424 840 971
	Rémunérations	7 459 865 318	5 468 945 220	5 489 031 537	5 489 031 537	5 543 921 852	5 599 361 071
	Subventions aux Services Ex-BPO	6 900 627 486	2 894 826 493	7 308 064 502	7 716 128 874	8 229 114 969	8 788 694 787
49	HYDROCARBURES	57 449 499 236	4 138 342 330	8 564 996 718	15 496 801 310	22 486 324 785	22 794 157 340
	Fonctionnement des Ministères	4 000 000 000	2 663 719 302	2 663 719 302	2 812 454 845	2 999 433 349	3 203 394 816
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 363 240 000	764 414 392	549 890 233	580 594 753	619 194 035	661 299 229
	Investissements sur Ressources Propres	47 571 440 000	238 945 248	806 657 264	851 699 024	908 321 945	970 087 838
	Rémunérations	514 819 236	471 263 388	4 544 729 919	11 252 052 688	17 959 375 456	17 959 375 456
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	177 338 590 054	293 542 227 664	302 512 690 400	384 637 498 999	401 644 421 228	470 435 486 476
	Contrepartie des Projets	16 641 000 000	2 711 853 333	10 847 413 332	11 453 106 249	12 214 535 244	13 045 123 641

	Fonctionnement des Ministères	6 463 831 835	3 517 920 395	3 517 920 395	3 714 352 429	3 961 291 170	4 230 658 970
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 900 000 000	11 470 246 504	2 661 000 790	2 809 584 538	2 996 372 217	3 200 125 528
	Investissements sur Ressources Extérieures	116 390 847 645	265 440 265 933	253 260 333 453	267 401 768 419	285 179 256 489	304 571 445 930
	Investissements sur Ressources Propres	28 470 006 040	4 249 634 251	25 366 395 861	90 404 135 869	88 374 999 263	136 400 990 296
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 038 022 240					
	Rémunérations	3 834 882 294	5 934 345 216	5 956 203 504	7 900 683 504	7 900 683 504	7 900 683 504
	Subventions aux Services Ex-BPO	600 000 000	217 962 032	903 423 065	953 867 990	1 017 283 340	1 086 458 607
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	164 460 417 236	201 197 016 200	291 538 119 356	341 936 205 670	389 918 883 459	444 126 567 914
	Fonctionnement des Ministères	5 000 000 000	3 293 293 305	3 293 293 305	3 477 182 714	3 708 353 864	3 960 521 927
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	56 477 213 938	5 660 475 664	7 744 270 055	8 176 691 074	8 720 296 409	9 313 276 565
	Investissements sur Ressources Extérieures	8 913 780 000	171 111 771 611	166 845 139 979	176 161 362 793	187 872 977 656	200 648 340 137
	Investissements sur Ressources Propres	69 967 344 420	4 431 448 219	88 183 156 400	100 176 125 345	107 140 493 643	119 169 400 159
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 351 679 697					
	Rémunérations	15 575 490 115	15 438 430 856	21 339 494 753	49 581 315 441	77 823 136 129	106 064 956 817
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 698 102 078	317 094 406	1 132 764 864	1 196 015 672	1 275 529 560	1 362 265 570
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 476 806 988	944 502 139	3 000 000 000	3 167 512 631	3 378 096 198	3 607 806 739
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORM	16 623 486 992	14 232 400 206	35 234 388 645	37 009 214 159	39 274 872 391	41 743 529 143
	Fonctionnement des Ministères	3 388 624 865	2 798 366 337	3 798 366 337	4 010 457 784	4 277 082 294	4 567 923 889
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	274 174 586	8 736 807	8 560 032	9 038 003	9 638 871	10 294 314
	Investissements sur Ressources Extérieures	5 243 400 000	4 597 508 071	3 484 371 855	3 678 930 621	3 923 514 438	4 190 313 420
	Investissements sur Ressources Propres	1 107 728 816	1 501 133 932	20 633 760 670	21 785 899 186	23 234 276 155	24 814 206 933
	Rémunérations	3 351 162 619	3 439 847 904	3 448 865 992	3 448 865 992	3 483 354 652	3 518 188 198
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	366 167 760	69 840 072	249 491 565	263 422 561	280 935 502	300 039 117
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 892 228 346	1 816 967 083	3 610 972 194	3 812 600 012	4 066 070 480	4 342 563 272
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	43 916 640 701	63 554 521 756	65 091 908 368	98 531 629 744	112 079 357 118	140 353 799 616
	Contrepartie des Projets		166 680 000	666 720 000	703 948 007	750 748 099	801 798 970
	Fonctionnement des Ministères	3 700 000 000	2 306 396 184	2 306 396 184	2 435 179 682	2 597 076 060	2 773 677 232
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 755 272 885	830 143 911	763 348 334	805 971 830	859 554 702	918 004 421
	Investissements sur Ressources Extérieures		453 816 389	432 992 672	457 169 919	487 563 633	520 717 960
	Investissements sur Ressources Propres	4 262 937 394	85 927 297	340 082 682	20 152 378 702	19 991 523 666	34 521 343 464
	Rémunérations	31 707 056 997	59 084 774 196	59 099 030 661	72 410 817 826	85 722 604 992	99 034 392 157
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	562 608 017	107 307 603	383 337 835	404 742 478	431 650 694	461 002 941
	Subventions aux Services Ex-BPO	928 765 408	519 476 176	1 100 000 000	1 161 421 298	1 238 635 272	1 322 862 471
54	DROITS HUMAINS	5 145 109 778	3 968 378 920	7 434 830 642	7 801 310 604	8 270 735 139	8 782 092 343
	Fonctionnement des Ministères	4 000 000 000	2 288 354 959	3 088 354 959	3 260 801 114	3 477 586 715	3 714 062 611
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		800 612 508	3 434 414 413	3 626 183 678	3 867 260 757	4 130 234 488
	Investissements sur Ressources Propres	461 550 000	12 013 329	40 555 898	42 820 440	45 667 242	48 772 614
	Rémunérations	683 559 778	867 398 124	871 505 372	871 505 372	880 220 426	889 022 630
55	AFFAIRES FONCIERES	12 717 464 726	9 369 912 576	11 572 691 952	14 823 100 025	15 179 378 128	15 568 016 414
	Fonctionnement des Ministères	4 000 000 000	2 599 472 207	2 599 472 207	2 744 620 350	2 927 089 060	3 126 131 116
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	968 366 738	91 729 727	789 873 840	833 978 455	889 423 272	949 904 054
	Investissements sur Ressources Propres	1 969 000 000	51 249 586	1 073 013 907	1 132 928 368	1 208 248 066	1 290 408 935
	Rémunérations	4 880 097 988	6 455 801 856	6 497 109 227	9 464 109 227	9 464 109 227	9 464 109 227
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	900 000 000	171 659 200	613 222 771	647 463 624	690 508 504	737 463 082
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	32 593 957 345	32 152 217 707	43 915 047 058	94 102 959 800	142 236 738 792	193 689 387 530
	Contrepartie des Projets	1 500 000 000	166 680 000	666 720 000	703 948 007	750 748 099	801 798 970
	Fonctionnement des Ministères	4 200 000 000	3 388 089 649	6 061 636 951	6 400 103 870	6 825 597 579	7 289 738 214
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 574 918 224	762 404 131	3 557 953 706	3 756 621 102	4 006 369 962	4 278 803 119
	Investissements sur Ressources Extérieures	10 900 047 415	14 780 244 821	14 102 041 825	14 889 465 203	15 879 351 290	16 959 147 177
	Investissements sur Ressources Propres	1 400 000 000	2 058 136 438	7 448 080 039	10 691 577 769	11 524 149 699	15 517 146 876
	Rémunérations	11 439 291 012	10 867 021 692	11 615 494 596	57 172 264 428	102 729 034 260	148 285 804 092

	Subventions aux Organismes Auxiliaires	579 700 694	129 640 976	463 119 941	488 979 421	521 487 904	556 949 081
57	TOURISME	26 787 843 637	11 059 488 384	17 025 503 923	17 747 972 786	18 555 123 879	19 479 906 996
	Fonctionnement des Ministères	4 077 006 077	3 253 285 306	5 253 285 306	5 546 615 854	5 915 367 706	6 317 612 710
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	1 113 503 068	600 000 000	633 502 526	675 619 240	721 561 348
	Investissements sur Ressources Propres	13 175 000 000	123 625 255	917 347 535	1 039 260 349	1 111 397 059	1 234 405 588
	Rémunérations	3 952 020 134	5 117 572 992	5 637 048 937	5 652 924 065	5 652 924 065	5 652 924 065
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	606 713 071	115 719 867	413 389 189	436 471 826	465 489 483	497 142 767
	Subventions aux Services Ex-BPO	4 277 104 355	1 335 781 896	4 204 432 956	4 439 198 165	4 734 326 327	5 056 260 518
58	CULTURE ET ARTS	25 319 031 950	19 689 667 035	27 381 252 582	43 152 725 363	45 545 002 730	53 133 675 733
	Fonctionnement des Ministères	3 708 019 433	3 691 250 534	3 691 250 534	3 897 360 897	4 156 466 465	4 439 106 184
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 609 619 214	412 313 599	628 452 091	663 543 312	707 657 206	755 777 896
	Investissements sur Ressources Propres	3 241 376 733	84 367 303	3 884 816 286	13 998 388 205	10 649 173 200	17 792 026 972
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 268 958 500	49 845 773	119 845 897	126 537 798	134 950 323	144 126 945
	Rémunérations	12 961 565 239	15 064 799 700	17 674 075 318	23 006 869 844	28 339 664 370	28 339 664 370
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 529 492 831	387 090 126	1 382 812 456	1 460 025 307	1 557 091 167	1 662 973 366
59	JEUNESSE, INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE ET COHESION NATIONAL	19 713 253 173	14 005 405 105	22 102 755 727	40 614 315 149	71 016 955 917	48 535 427 250
	Contrepartie des Projets		166 680 000	666 720 000	703 948 007	750 748 099	801 798 970
	Fonctionnement des Ministères	5 325 069 162	3 839 278 012	4 839 278 012	5 109 491 410	5 449 182 217	5 819 726 608
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 555 992 698	1 738 295 900	3 341 990 470	3 528 599 009	3 763 188 433	4 019 085 247
	Investissements sur Ressources Extérieures		40 589 190	478 970 724	505 715 273	539 336 394	576 011 269
	Investissements sur Ressources Propres	1 955 000 000	50 885 193	171 783 749	7 250 413 817	26 076 759 162	2 830 615 158
	Rémunérations	9 644 051 794	8 125 209 540	11 945 161 149	22 820 507 353	33 695 853 557	33 695 853 557
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	233 139 519	44 467 270	658 851 623	695 640 279	741 888 054	792 336 442
60	SPORTS ET LOISIRS	42 918 407 087	8 438 661 444	14 264 280 206	25 531 756 196	23 629 997 885	32 465 143 972
	Fonctionnement des Ministères	8 250 000 000	5 195 880 670	10 195 880 670	10 765 193 604	11 480 888 575	12 261 588 998
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	760 934 661	745 539 334	787 168 419	839 501 196	896 587 278
	Investissements sur Ressources Propres	4 789 490 000	103 000 830	733 738 987	11 378 266 298	8 669 645 492	16 626 561 969
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	25 152 339 937					
	Rémunérations	2 410 989 381	2 318 652 456	2 374 092 763	2 374 092 763	2 397 833 691	2 421 812 028
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	315 587 769	60 192 827	215 028 452	227 035 113	242 128 932	258 593 699
61	FONCTION PUBLIQUE	167 933 993 393	144 084 642 183	183 962 531 481	200 358 612 074	207 973 181 948	216 197 719 945
	Contrepartie des Projets		138 461 539	553 846 156	584 771 565	623 648 531	666 056 631
	Financement des Réformes	2 000 000 000	290 681 787	1 162 727 148	1 227 650 976	1 309 268 053	1 398 298 280
	Fonctionnement des Ministères	8 250 000 000	5 142 640 146	6 142 640 146	6 485 630 084	6 916 809 774	7 387 152 838
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	44 717 072 389	6 366 623 732	6 287 801 191	6 638 896 566	7 080 265 765	7 561 723 837
	Investissements sur Ressources Extérieures	15 625 332 000	34 800 823 651	63 203 960 866	66 733 114 800	71 169 686 627	76 009 225 318
	Investissements sur Ressources Propres	4 471 875 172	62 438 298	1 710 785 973	1 806 312 060	1 926 399 863	2 057 395 054
	Mise à la Retraite			5 000 000 000	15 000 000 000	15 997 234 695	17 085 046 655
	Rémunérations	91 668 485 008	97 053 859 720	99 082 302 370	101 018 067 170	102 028 247 842	103 048 530 320
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 201 228 824	229 113 310	818 467 631	864 168 853	921 620 797	984 291 012
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	34 460 739 008	21 729 510 109	26 793 279 632	67 638 165 047	108 274 048 427	111 005 158 041
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	100 005 000	400 020 000	422 356 134	450 435 347	481 064 951
	Fonctionnement des Ministères	4 659 435 517	3 119 366 659	3 119 366 659	3 293 544 432	3 512 506 883	3 751 357 351
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 928 387 106	423 854 780	595 966 577	635 078 761	678 263 550	678 263 550
	Investissements sur Ressources Extérieures		5 535 047 610	5 281 067 658	5 575 949 505	5 946 651 525	6 351 023 829
	Investissements sur Ressources Propres	5 000 000 000	175 493 596	2 622 708 730	29 631 499 068	56 288 590 807	58 258 655 764
	Rémunérations	16 029 414 705	12 214 859 328	14 231 392 858	27 512 508 646	40 793 624 434	40 793 624 434
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	843 501 680	160 883 136	574 727 150	606 818 502	647 161 200	691 168 162
63	PREVOYANCE SOCIALE	8 987 812 105	5 331 593 118	6 574 852 613	11 046 312 613	11 824 684 250	12 706 927 450
	Fonctionnement des Ministères	3 910 059 666	2 437 336 952	2 437 336 952	2 744 531 861	2 931 146 894	2 931 146 894
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 089 730 979	382 164 900	274 432 891	289 756 550	309 020 235	330 033 611

	Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	26 028 233	1 087 868 930	5 390 035 710	5 931 034 417	6 556 328 891
	Rémunérations	2 518 197 104	2 396 452 284	2 455 094 954	2 455 094 954	2 479 645 904	2 504 442 363
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	469 824 356	89 610 749	320 118 886	337 993 538	360 464 131	384 975 691
64	AFFAIRES SOCIALES	63 064 133 990	132 741 250 150	139 873 105 432	197 784 451 746	273 058 096 100	305 104 382 733
	Contrepartie des Projets	3 000 000 000	1 589 591 603	6 358 366 412	6 713 401 975	7 159 724 467	7 646 585 730
	Fonctionnement des Ministères	8 357 358 373	5 485 301 535	6 485 301 535	6 847 424 844	7 302 657 485	7 799 238 194
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 111 655 795	4 220 178 978	4 384 795 777	4 629 632 003	4 937 420 647	5 273 165 251
	Investissements sur Ressources Extérieures	149 811 493	89 166 988 792	85 075 492 352	89 825 898 884	95 797 732 411	102 311 978 215
	Investissements sur Ressources Propres	3 950 000 000	937 455 426	3 184 763 624	11 138 534 896	34 959 873 420	10 390 072 978
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	7 256 130 720					
	Rémunérations	30 795 851 057	30 835 665 996	32 576 546 058	76 720 774 142	120 865 002 227	169 509 230 311
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 443 326 552	506 067 820	1 807 839 674	1 908 785 001	2 035 685 443	2 174 112 053
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	21 777 460 491	18 757 448 747	24 579 966 507	36 876 543 058	48 052 209 589	34 857 162 967
	Contrepartie des Projets	800 000 000	172 500 000	1 190 000 000	1 256 446 677	1 339 978 158	1 431 096 673
	Fonctionnement des Ministères	5 332 787 578	3 324 194 847	4 824 194 847	5 093 566 038	5 432 198 090	5 801 587 560
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 500 000 000	2 639 064 142	3 619 644 387	3 821 756 439	4 075 835 647	4 352 992 471
	Investissements sur Ressources Extérieures		6 160 393 697	6 573 152 587	6 940 181 283	7 401 580 587	7 904 888 067
	Investissements sur Ressources Propres	2 567 000 000	66 814 471	225 559 532	11 548 615 159	21 431 253 300	6 831 327 490
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	962 344 934					
	Rémunérations	7 130 568 523	6 246 709 824	6 919 526 116	6 919 526 116	6 988 721 377	7 058 608 591
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	484 759 456	147 771 766	1 227 889 038	1 296 451 346	1 382 642 430	1 476 662 115
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	0	1 145 516 236	7 118 656 288	11 050 663 613	11 937 551 179	12 496 953 497
	Fonctionnement des Ministères		1 020 022 754	4 346 475 452	4 589 171 965	4 894 270 733	5 227 081 142
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		89 301 494	150 000 000	3 692 894 674	4 090 620 742	4 116 431 791
	Investissements sur Ressources Propres		36 191 988	622 180 836	656 921 886	700 595 572	748 236 071
	Subventions aux Organismes Auxiliaires			2 000 000 000	2 111 675 088	2 252 064 132	2 405 204 493
69	INTEGRATION REGIONALE	6 488 247 507	5 044 766 311	5 577 301 614	7 190 087 855	7 331 873 754	7 521 976 862
	Fonctionnement des Ministères	3 000 000 000	1 476 769 123	1 972 450 540	2 082 587 333	2 221 042 556	2 372 073 450
	Investissements sur Ressources Propres	540 000 000	14 055 246	47 449 222	50 098 670	53 429 345	57 062 541
	Rémunérations	2 948 247 507	3 553 941 942	3 557 401 852	5 057 401 852	5 057 401 852	5 092 840 871
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	31 645 602 436	82 224 595 307	111 384 726 029	132 096 309 844	124 601 406 064	132 917 306 496
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	20 000 000 000	25 000 000 000	51 800 000 000	54 692 384 770	58 328 461 014	62 294 796 363
	Fonctionnement des Ministères	6 025 000 000	4 163 694 790	5 163 694 790	4 103 247 968	4 376 041 384	4 673 612 198
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 347 785 400	1 453 106 230	3 613 039 733	3 814 782 997	4 068 398 595	4 345 049 699
	Investissements sur Ressources Extérieures		51 284 762 687	48 931 521 574	51 663 737 554	55 098 462 326	58 845 157 764
	Investissements sur Ressources Propres	4 037 500 000	72 748 608	245 592 636	259 305 926	276 545 183	295 350 256
	Rémunérations	235 317 036	250 282 992	1 630 877 296	17 562 850 629	2 453 497 562	2 463 340 216
74	PORTEFEUILLE	23 274 370 076	7 313 746 087	9 515 294 846	10 570 805 375	13 302 223 134	14 362 817 149
	Fonctionnement des Ministères	4 500 000 000	3 190 316 626	3 190 316 626	3 368 456 070	3 592 398 821	3 836 681 941
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 728 182 344	785 092 797	769 208 699	812 159 423	866 153 660	925 052 109
	Investissements sur Ressources Propres	6 658 817 270	123 602 720	417 271 457	1 147 474 679	1 254 204 227	1 813 825 409
	Rémunérations	3 749 570 182	3 112 157 982	3 272 063 199	3 272 063 199	5 487 800 918	5 542 678 928
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	637 800 280	102 575 962	1 866 434 865	1 970 652 004	2 101 665 507	2 244 578 761
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	12 139 420 672	6 492 331 248	4 542 331 248	4 680 347 566	4 853 850 711	5 043 112 875
	Fonctionnement des Institutions	8 639 420 672	4 421 747 652	2 471 747 652	2 609 763 970	2 783 267 115	2 972 529 279
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000					
	Rémunérations	3 000 000 000	2 070 583 596	2 070 583 596	2 070 583 596	2 070 583 596	2 070 583 596
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	371 900 741 366	50 547 666 053	126 262 083 991	325 180 445 739	698 713 157 523	68 635 546 284
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	325 000 000 000	15 000 000 000	90 000 000 000	281 176 430 478	648 140 669 790	3 205 000 000
	Fonctionnement des Institutions	20 451 735 542	11 170 730 912	11 542 151 191	12 186 636 564	12 996 832 351	13 880 616 950
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	741 364 235	22 205 747	21 756 477	22 971 305	24 498 491	26 164 388

	Investissements sur Ressources Propres	1 500 000 000	144 257 998	487 001 784	7 583 232 853	13 097 870 608	26 825 945 798
	Rémunérations	24 207 641 589	24 210 471 396	24 211 174 539	24 211 174 539	24 453 286 284	24 697 819 147
78	FORMATION PROFESSIONNELLE ET METIERS	87 827 539 863	28 036 108 785	51 427 615 019	58 653 421 137	61 553 877 404	64 717 777 566
	Fonctionnement des Ministères	10 538 334 261	8 955 210 614	13 955 210 614	14 734 435 298	15 714 014 638	16 782 567 633
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		744 179 110	1 900 200 300	2 006 302 818	2 139 686 469	2 285 185 149
	Investissements sur Ressources Extérieures		3 622 703 323	3 456 472 771	3 649 473 721	3 892 099 175	4 156 761 919
	Investissements sur Ressources Propres	8 906 018 825	403 654 856	1 362 701 811	1 438 791 733	1 534 445 935	1 638 788 259
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	67 185 811 727	7 105 198 858	20 645 679 687	21 798 483 731	23 247 697 350	24 828 540 770
	Rémunérations	1 197 375 050	7 205 162 024	10 107 349 836	15 025 933 836	15 025 933 836	15 025 933 836
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	9 292 299 653	5 801 879 508	6 848 431 112	15 964 527 694	25 134 155 374	25 419 653 188
	Fonctionnement des Institutions	5 664 800 569	3 490 853 407	3 606 922 247	3 808 323 926	4 061 510 109	4 337 692 797
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	84 706 211	82 992 425	87 626 518	93 452 132	99 806 877
	Investissements sur Ressources Propres	440 000 000	11 452 422	38 662 327	40 821 136	43 535 020	46 495 401
	Rémunérations	2 687 499 084	2 214 867 468	3 119 854 113	12 027 756 113	20 935 658 113	20 935 658 113
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	13 352 990 065	7 525 242 832	7 704 534 929	19 955 793 029	16 895 392 632	21 744 003 108
	Fonctionnement des Institutions	8 180 615 427	4 002 845 240	4 135 937 510	4 366 878 102	4 657 198 259	4 973 887 740
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	3 186 585	3 122 114	3 296 445	3 515 600	3 754 661
	Investissements sur Ressources Propres	555 389 296	14 739 503	49 759 212	12 069 902 389	8 683 805 519	13 179 978 720
	Rémunérations	4 516 985 342	3 504 471 504	3 515 716 093	3 515 716 093	3 550 873 254	3 586 381 986
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	13 273 868 402	7 383 466 039	8 389 625 279	8 623 674 626	8 959 882 991	9 323 235 446
	Fonctionnement des Institutions	7 790 233 035	3 956 300 538	4 087 845 214	4 316 100 450	4 603 044 791	4 916 051 837
	Investissements sur Ressources Propres	1 180 932 888	30 737 592	103 767 294	109 561 405	116 845 300	124 790 781
	Rémunérations	4 302 702 479	3 396 427 909	4 198 012 771	4 198 012 771	4 239 992 899	4 282 392 828
82	PECHE ET ELEVAGE	8 621 909 686	34 413 743 016	100 873 677 581	106 329 934 334	113 152 214 727	120 634 896 828
	Fonctionnement des Ministères	3 721 909 686	9 751 811 083	9 751 811 083	10 296 328 262	10 980 851 980	11 727 549 915
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	3 241 117 026	4 098 886 799	4 327 758 570	4 615 477 970	4 929 330 472
	Investissements sur Ressources Extérieures		5 903 891 282	45 632 986 652	48 181 020 544	51 384 206 233	54 878 332 257
	Investissements sur Ressources Propres	3 400 000 000	11 329 921 216	18 485 804 334	19 518 006 243	20 815 608 444	22 231 069 818
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD		4 187 002 409	18 481 142 810	19 583 774 812	20 888 793 737	22 356 665 241
	Rémunérations			4 423 045 903	4 423 045 903	4 467 276 362	4 511 949 126
83	AFFAIRES COUTUMIÈRES	16 363 709 801	15 347 323 884	17 025 065 512	17 995 798 359	19 312 247 078	24 789 650 564
	Fonctionnement des Ministères	5 126 897 559	2 681 807 898	2 681 807 898	2 831 553 464	3 019 801 688	3 225 148 203
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	238 137 315	228 329 823	241 079 199	257 106 702	274 589 958
	Investissements sur Ressources Propres	744 852 132	198 761 583	1 814 802 176	2 623 040 081	3 612 211 816	8 742 554 263
	Rémunérations	10 391 960 110	12 228 617 088	12 300 125 615	12 300 125 615	12 423 126 871	12 547 358 140
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	8 006 208 996	2 641 958 176	5 133 097 394	5 386 379 796	5 710 756 684	6 064 113 638
	Contrepartie des Projets	2 000 000 000	270 000 000	1 080 000 000	1 140 304 547	1 216 114 631	1 298 810 426
	Fonctionnement des Ministères	3 130 608 996	2 288 354 960	2 288 354 960	2 416 131 080	2 576 761 063	2 751 980 815
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	47 798 781	46 831 710	49 446 678	52 734 007	56 319 920
	Investissements sur Ressources Propres	1 375 600 000	35 804 435	1 120 872 492	1 183 459 259	1 262 138 368	1 347 963 777
	Rémunérations			597 038 232	597 038 232	603 008 614	609 038 700
85	COUR DES COMPTES	3 611 052 840	13 620 162 960	16 529 432 839	16 780 851 612	17 148 720 425	17 583 577 619
	Fonctionnement des Institutions	3 611 052 840	2 855 830 714	3 047 805 245	3 217 987 204	3 431 926 436	3 665 297 434
	Investissements sur Ressources Propres		55 948 526	188 877 098	270 113 912	291 115 988	358 345 404
	Rémunérations		10 708 383 720	13 292 750 496	13 292 750 496	13 425 678 001	13 559 934 781
86	MINISTÈRE DÉLÉGUÉ DES CONGOLAIS DE L'ÉTRANGER	5 821 069 051	0	0	0	0	0
	Fonctionnement des Ministères	3 546 069 051					
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000					
	Investissements sur Ressources Propres	1 275 000 000					
90	ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	35 660 844 083	67 689 950 747	119 887 675 907	137 560 289 299	151 495 545 081	159 399 481 128
	Fonctionnement des Ministères	3 664 178 767	3 416 404 496	3 416 404 496	3 607 168 132	3 846 981 013	4 108 575 721

	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 750 000 000	2 599 008 931	2 881 414 884	3 042 306 014	3 244 565 555	3 465 196 012
	Investissements sur Ressources Extérieures		47 949 338 428	85 749 242 355	90 537 269 432	96 556 396 519	103 122 231 482
	Investissements sur Ressources Propres	11 000 000 000	1 739 686 832	13 608 683 496	17 196 174 191	15 715 985 584	16 524 906 923
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	8 540 866 738					
	Rémunérations	10 705 798 578	11 813 852 856	13 618 707 891	22 529 907 891	31 441 107 891	31 441 107 891
	Subventions aux Organismes Auxiliaires		171 659 204	613 222 785	647 463 639	690 508 519	737 463 099
93	OPPOSITION POLITIQUE	826 284 753	744 715 400	769 476 745	812 442 436	866 455 489	925 374 462
	Fonctionnement des Institutions	826 284 753	744 715 400	769 476 745	812 442 436	866 455 489	925 374 462
94	NUMERIQUE	0	0	0	21 165 161 601	16 262 444 926	31 948 242 087
	Fonctionnement des Ministères				1 097 988 483	1 170 985 297	1 250 612 298
	Investissements sur Ressources Propres				19 319 167 035	14 335 973 485	29 934 588 784
	Rémunérations				748 006 083	755 486 144	763 041 005
TOTAL GENERAL		9 604 890 657 737	9 788 532 618 138	13 555 177 070 944	16 127 622 886 819	17 084 725 906 853	18 047 487 251 873